

# ANARCHO SYNDICALISME

ISSN 1240-0009  
CCPAP 0916 S 89086

## LOI TRAVAIL ... ET TAIS-TOI

/// CONTRE LA LOI MEDEF ///  
GESTION DE CRISE /// TAILLONS  
UN COSTARD AUX POLITICARDS ///  
ET POURTANT ... ILS L'ONT ELU ///  
PERPIGNAN UN JOLI MOI DE MAI ///  
QUEL SYNDICALISME ?

/// DOSSIER : PENSER LES  
LUMIERES /// ROUSSEAU ET LA  
CRITIQUE DE LA SOCIETE ///  
SAPERE AUDE ! /// CHIMPANZE DU  
FUTUR OU HUMAIN  
GENETIQUEMENT MODIFIE ? ///



/// SOCIETE /// GUERRE ASYMETRIQUE /// REPLI IDENTITAIRE, LES CLICHES VOLENT EN ECLAT :  
NARCISSISME IDENTITAIRE ET DELIRE RELIGIEUX /// COURRIER : LA VIE EN ENTREPRISE DU POINT  
DE VUE DE L'OUVRIER - BIENVENUE AU PAYS DE L'ABSURDE /// REFUGIES /// POURQUOI FAIRE  
SIMPLE, BON MARCHÉ ET STABLE QUAND ON PEUT FAIRE COMPLIQUE, CHER ET PRECAIRE ?

2 EUROS /// N°150  
ETE 2016

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

# GESTION DE CRISE

D'après les sondages, plus de 70% des de la population générale en France est contre la « loi travail ». Ce pourcentage est certainement encore plus élevé parmi les travailleurs. Comble d'ironie, même les organisations représentant les PME, les artisans ou les indépendants (soit environ 80 % des patrons), se sont prononcées fortement contre. Pour eux, cette loi est purement une loi MEDEF. Pour une fois que nous sommes d'accord... Bref, en dehors du MEDEF, des technocrates du PS et, en sous-main de ceux de LR et assimilés, des indifférents et de quelque autres personnes, une écrasante majorité est contre cette loi, le dit et souvent le manifeste. C'est par une gestion écœurante, reposant sur trois principes parfaitement anti-démocratiques que le gouvernement espère bien nous l'imposer.

## PREMIER PRINCIPE : LE CLIENTELISME

Il paraît que les caisses de l'Etat sont vides. Pas quand il s'agit d'étouffer le mouvement social. Il se passe peu de jours sans que le gouvernement n'arrose financièrement tel ou tel secteur : après les « mesures pour les jeunes », il y a eu la forte revalorisation des salaires de la police (pour se l'attacher encore plus), puis l'augmentation du salaire des 800 000 enseignants (pour empêcher qu'ils entrent dans la mobilisation), puis les millions pour la SNCF (avec intervention du gouvernement dans la gestion du conflit interne, à l'encontre du PDG pour limiter la crise), et d'autres encore. Ajoutons à cela des promesses pour d'autres secteurs, comme celle faite aux routiers de ne pas leur appliquer la nouvelle réglementation sur les heures supplémentaires.

## DEUXIEME PRINCIPE : LA VIOLENCE

Depuis les manifestations contre la guerre d'Algérie, jamais des

manifestations n'avaient été aussi sauvagement réprimées. Ainsi, à St Malo, des collégiens, rassemblés plus que pacifiquement devant leur collègue



pour protester contre sa fermeture, ont été violemment chargés par la police. 11 ont été pris en charge par les pompiers, 3 hospitalisés. Ils ont de 12 à 15 ans. Pour la préfecture, la violence policière était tout à fait « proportionnée » à la situation et légitime. C'est tout dire, et ce n'est qu'un exemple parmi des milliers d'autres.

Comme si cette violence policière de rue ne suffisait pas, ce

gouvernement a fait passer un nombre proprement ahurissant de lois de plus en plus répressives. Sans oublier que, depuis des mois, il nous impose un état d'urgence.

## TROISIEME PRINCIPE : LE MENSONGE

La fracture entre le discours (sur les valeurs de la République, les libertés, le droit de grève ou celui de manifester, le progrès social...) et la pratique est telle qu'on a l'impression de revivre en boucle la séance du parlement, où le ministre Cahuzac, les yeux dans les yeux et droit dans ses bottes maintenait dans son discours qu'il n'avait jamais fraudé le fisc quand en pratique il savait très bien de quelle manière gigantesque il l'avait fait.

Ajoutons à cela la honteuse tentative de victimisation de la police : publier que 300 policiers auraient été blessés (avec leur harnachement, il est difficile de croire, qu'en dehors de quelque cas, il puisse s'agir de choses d'importance) tout en faisant l'impasse complète sur les milliers de blessés, souvent graves (comas, yeux explosés, blessures profondes...) que ces mêmes policiers ont fait parmi les manifestants constitue une tentative repoussante de manipulation de l'opinion.

Clientélisme, violence, mensonge permanent... c'est la « normalité » du pouvoir.

## ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
[contact@cntaitoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaitoulouse.lautre.net)

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

[abonnement@cntaitoulouse.lautre.net](mailto:abonnement@cntaitoulouse.lautre.net)

## POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

## REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE  
 SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :  
 "Anarchosyndicalisme ! Eté 2016,  
[cntaitoulouse.lautre.net](http://cntaitoulouse.lautre.net)"

ANARCHOSYNDICALISME ! Organe de l'U.R Midi-Pyrénées de la CNT-AIT  
 IMP SPE - Edité le 17 juin 2016 - directeur de la publication : Entremond

# Taillons un costard aux politicards

Depuis plus de deux mois, nous sommes des centaines de milliers qui luttons pour obtenir l'abrogation de la « Loi MEDEF et Cie ». Cette loi vient après bien d'autres mesures scélérates qui, toutes poursuivent le même objectif : rogner nos acquis sociaux, diminuer nos salaires, nous rendre plus précaires, plus flexibles, tout ça pour rendre les entreprises plus performantes et plus concurrentielles. A entendre les patrons et le gouvernement, les faillites, les licenciements, les fermetures d'usines, les délocalisations seraient de notre faute parce que nous serions trop payés, trop gâtés, parce que nous aurions trop d'avantages sociaux. Les entreprises n'ont pourtant jamais autant fait de bénéfices qu'aujourd'hui, mais les patrons et les actionnaires sont insatiables. Ils veulent plus, encore plus, toujours plus. Peu leur



importe si nous avons de plus en plus de mal à boucler nos fins de mois, si le nombre de miséreux ne cesse d'augmenter.

Dans les manifestations, lors des blocages, dans les piquets de grève, en discutant, en échangeant entre nous nous redécouvrons que nous appartenons au même monde, que nous sommes tous des travailleurs exploités, méprisés, humiliés. En parlant, en décidant et en agissant ensemble, nous réapprenons l'entraide et la solidarité et surtout nous découvrons notre puissance. Cette énergie qui émane de notre union, capable de faire reculer et d'effrayer les patrons et les gouvernements, seule l'action directe permet de l'exprimer. Dans ce mouvement se sont développées avec plus d'ampleur que par le passé des pratiques d'assemblées populaires et d'auto-organisation, c'est cette dynamique qu'il faut en-

courager, c'est la seule à pouvoir mener à la justice sociale et à la société libertaire.

N'oublions pas que de nombreux dirigeants d'organisations syndicales et politiques ont appelé à voter pour ce gouvernement. Celui-là même qui met en œuvre une répression totalitaire pour imposer la logique d'exploitation capitaliste. Ainsi apparaît au su et à la vue de tout le monde ces vérités évidentes : les élections ne servent qu'à élire nos maîtres et les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Pour défendre nos intérêts, pour faire aboutir nos revendications, ne faisons confiance qu'à nos propres forces, qu'à l'action directe. Ne confions plus notre sort à des politiciens qui sont déconnectés de notre réalité. Nous ne travaillons pas en costume-cravate mais en bleu de travail, en blouse, en tablier, avec des toques, des calots et des charlottes. Alors tous ensemble taillons leur un costard !

## Et pourtant... ils l'ont élu !

Ils ont bonne figure à défiler pour les droits des travailleurs. Ceux-là mêmes qui encensent le vote et dénigrent les abstentionnistes. Je me souviens de m'être fait huer lors de débats publics en 2012, en invitant le tout-venant à ne pas donner sa voix à une urne mais à la garder pour la rue et pour ses pairs. Eux encore une fois, ils ont voté. Alors la prochaine fois qu'ils vous appelleront à vous soumettre, ces fameux « contestataires », souvenez-vous qu'avec le vote, à tous les coups on perd !

Nous sommes aujourd'hui dans la rue contre Hollande, Valls, Macron, El Khomri qui font la politique du MEDEF en voulant nous imposer des mesures encore plus rétrogrades que celles des gouvernements précédents. Souvenez-vous de qui a appelé à élire Hollande lors de l'entre-deux-tours des dernières présidentielles.

- Mélenchon (Front de Gauche) : sans

aucune gêne.

« Nous avons décidé de battre Nicolas Sarkozy et pour le faire, nous votons Hollande et nous ne sommes pas gênés de le faire »

- Pierre Laurent (PCF) : sans ambiguïté

« Battre Nicolas Sarkozy, ça veut dire voter François Hollande (...) il n'y aura que deux bulletins (...) il n'y a aucune ambiguïté »

- Eva Joly (candidate écologiste) :

« J'appelle dès à présent toutes celles et ceux qui ont voté pour moi, et au-delà toutes celles et ceux qui sont attachés aux valeurs de la République à tout faire pour que notre pays sorte enfin du sarkozysme en se rassemblant autour de la candidature de François Hollande qui doit désormais porter toutes les couleurs de la gauche et des écologistes »

- Philippe Poutou (NPA) : l'art de l'appel indirect.

« dégager Sarkozy et toute sa bande ».

- Commission exécutive confédérale de la CGT :

« Battre Nicolas Sarkozy en élisant un nouveau Président de la République est nécessaire. C'est contribuer à créer un contexte plus favorable aux revendications et au progrès social qui nécessitent toujours des mobilisations syndicales. C'est réaffirmer la légitimité de l'action syndicale dans un pays démocratique. C'est ouvrir de nouvelles possibilités pour intervenir dans la vie de l'entreprise et de la cité »

- SUD Solidaires : tourner la page ?

« L'Union syndicale Solidaires constate qu'il est temps de tourner la page de Nicolas Sarkozy »

- FSU : pour la rupture.

« La FSU considère qu'une réelle rupture avec la politique actuelle est une nécessité et que la construction d'alternatives en France comme en Europe est indispensable. Elle appelle à se mobiliser en ce sens ».

# PERPIGNAN UN JOLI MOIS DE MAI

CERTAINS AYANT DECIDE DE VENDRE LES MURS, L'ANARCHOSYNDICALISME EST DANS LA RUE



Des le début du mouvement contre la loi « travaille », après une

taires puis repas commun à la Librairie Infos.

Cortège dans les différentes manifestations derrière la banderole noire : « Abolition du salariat, grève générale, union, action, autogestion ».

assemblée de militants libertaires sur la place Arago et autour de la « Commission action » de « Nuit debout » de Perpignan, s'est opéré un regroupement de militants libertaires organisés ou d'individus et d'anarchosyndicalistes en provenance de diverses structures dont certains de l'ex Ul de Perpignan de la CNT-AIT.

Dans un premier temps, ils ont tenté d'impulser une certaine dynamique et de s'opposer au courant citoyeniste. Des actions ont été proposées et discutées dans les assemblées, il en résultera l'occupation de Pole Emploi derrière la banderole : « Ne négocions pas le poids de nos chaînes, déchainons-nous ».

Devant l'amorphisme de « Nuit debout » à Perpignan, tout ce monde se retrouvera dans un « collectif » plus marqué comme libertaire, qui tentera de dynamiser les initiatives de l'intersyndicale et aussi d'impulser ses propres actions.

Premier mai : rassemblement table de presse, discussions, en dehors de la manif traditionnelle des Autori-

Participation aux différents blocages. Le 19 mai le Collectif impulsera le blocage du pont Arago à l'entrée de Perpignan, alors que la CGT emmènera la manif plus loin. Le 24 mai, blocages des deux sorties d'autoroute (nord et sud) et surtout de la gare de Perpignan après avoir pris la tête de la manif des bloqueurs qui convergeait vers la gare.

Le jour de la « manif des flics », un contre-rassemblement a eu lieu devant le commissariat. Une vingtaine de manifestants feront face aux 200 flics répondant à l'appel de leur syndicat Alliance ; ce rassemblement se fera derrière une banderole : « Qui a tué Rémi Fraisse ? ».

Le Collectif apportera son soutien à la grève des postiers de Rivesaltes qui, après plus de 175 jours de grève et d'occupation d'une place se verront abandonnés par l'UD-CGT qui viendra leur reprendre les tentes.

Lors de la dernière journée d'action du 26 mai, le collectif participera activement aux différents blocages des deux entrées d'autoroute tôt le matin,

puis au blocage de la gare de Perpignan en fin de matinée. Le train à destination de Barcelone l'AVE - TGV de la RENFE - sera bloqué, allègrement décoré par les manifestants qui envahiront les voies. C'est ce moment que la CGT et l'intersyndicale choisiront pour appeler à libérer les voies afin d'aller à la gare routière, sans grand intérêt à cette heure-là. Un bon nombre de manifestants restera sur les voies, mais devant l'arrivée massive de flics casqués nous déciderons collectivement de quitter la gare et de partir en cortège vers le centre ville, pour nous séparer dans de bonnes conditions. Un crochet sera fait par le consulat d'Espagne pour manifester notre soutien aux Okupas de Barcelone qui venaient d'être expulsés quelques jours avant ; tout ça sous la protection d'un groupe de Baqueux - du nouveau à Perpi. Après un pique-nique improvisé, nous finirons la journée à la Bourse du travail où se tenait une assemblée appelée par l'intersyndicale. Différents intervenant du collectif feront entendre une autre voix, ce qui aura le don d'agacer la CGT qui écourtera l'assemblée. A l'issue de cette journée sera annoncée la décision de reconstruire la CNT-AIT dans les Pyrénées Orientales,

Pour toutes correspondance : [revolution-sociale66@hotmail.com](mailto:revolution-sociale66@hotmail.com) RSS66

## QUEL SYNDICALISME ?

Ces derniers temps, dans différents rassemblements, dans nos tables de presse, nous avons eu de nombreuses discussions, tant avec des travailleurs inorganisés qu'avec des adhérents ou militants de syndicats institutionnels sur, justement, le syndicalisme. Voici quelques éléments qui sont ressortis de ces échanges.

Les syndicats sont des groupements de personnes constitués pour la défense de leurs intérêts professionnels communs. Historiquement, les syndicats de salariés défendent deux types de revendications : en premier lieu, des revendication ayant trait à

l'amélioration des conditions de travail, des rémunérations, des retraites, etc. en bref tout ce qui a trait à la défense des intérêts immédiats des travailleurs ; en second lieu, des revendications remettant en cause l'organisation de la société. Puisque les travailleurs n'ont rien à attendre du système économique actuel, car il est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur la domination d'une classe sociale sur les autres, ils revendiquent la transformation révolutionnaire de ce système qui seule permettra leur réelle émancipation.

On peut donc distinguer les or-

ganisations syndicales de salariés en fonction du type de revendications qu'elles choisissent de privilégier. Certaines défendent exclusivement les intérêts immédiats des travailleurs, soit parce qu'elles considèrent que le système économique actuel est le seul et le meilleur possible, soit parce qu'elles estiment que la transformation de ce système n'est pas de leur ressort. Ainsi, les marxistes considèrent que les syndicats doivent limiter leur action à la défense des intérêts immédiats, la transformation de la société étant du ressort des partis politiques. Pour les marxistes en effet, il y

à une contradiction entre le fait de revendiquer des améliorations matérielles, ce que l'on peut exprimer par « *vouloir plus* » et le fait de revendiquer la transformation radicale des bases de la société, ce que l'on peut exprimer par « *vouloir tout* ». Un simple coup d'œil sur le mouvement syndical européen permet de constater que la quasi-totalité des organisations syndicales de masse, en réalité, limitent leurs revendications à la défense des intérêts immédiats et ont remis aux oubliettes toute perspective de transformation révolutionnaire de la société.

On peut dire la même chose des syndicats français, bien qu'ils se réfèrent à la Charte d'Amiens (1906), qui affirme : « *le syndicat poursuit simultanément deux objectifs : d'une part, la défense des intérêts immédiats des travailleurs et d'autre part prépare leur émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* ».

Pour assumer ce choix idéologique et stratégique, les syndicats vont adopter les structures, les formes d'organisation et d'action qui leur semblent les plus efficaces. Or, vouloir améliorer la condition des travailleurs dans l'entreprise sans remettre en cause le pouvoir des patrons et de l'Etat, c'est accepter de s'asseoir à leur table, discuter avec eux, signer des accords, se confronter au droit et accepter de s'y plier. Par souci d'efficacité, ces syndicats vont faire appel à des spécialistes (spécialistes du droit, de l'organisation, de la gestion des conflits, etc.) et embaucher des professionnels. En France tous les syndicats confondus disposent de plusieurs dizaines de milliers de permanents dont 28 000 détachés de la fonction publique. D'autre part, ils vont recruter des militants qu'ils vont former pour représenter le syndicat dans l'entreprise et dans les institutions mises en place par l'Etat pour encadrer les activités syndicales (délégués du personnel, CHSCT, prud'hommes, etc.). Au final, on constate que ces syndicats sont structurés en couches : les sympathisants (travailleurs non syndiqués qui votent pour le syndicat), les adhérents (qui payent une cotisation et achètent ainsi le droit d'être défendus par le syndicat), des militants (souvent défendant les intérêts du syndicat au sein d'une institution représentative du personnel) et enfin des permanents.

Et, pour compléter le tableau, dans les entreprises, une forte proportion de travailleurs indifférents.

Cent-dix ans après l'adoption de la Charte d'Amiens, on doit se poser des questions ; et d'abord pour quelles raisons les intérêts des différentes couches constituant des syndicats devaient-elles coïncider ? Ensuite, on doit s'interroger sur la perception que les travailleurs ont du syndicat. Fort de ses permanents et de ses militants, le syndicat est perçu par les travailleurs comme un bouclier protecteur qui s'interpose entre eux et les patrons, une sorte « d'entreprise de services » chargée de les défendre. Il participe donc au développement d'une mentalité d'assisté : « *Je vais voir le syndicat pour qu'il résolve mon problème* » est une expression courante. En participant aux institutions représentatives du personnel, le syndicat développe chez les travailleurs une image fautive de ces institutions ; ils les voient comme des institutions neutres entre eux et les patrons, alors qu'elles ont été créées pour donner au système une apparence de justice et masquer le vol de la plus-value que les patrons font sur le dos des travailleurs. Ainsi, beaucoup pensent par exemple que les prud'hommes protègent les travailleurs alors qu'ils les jugent en appliquant la loi. Également, en se limitant exclusivement à la défense du « *vouloir plus* », les syndicats ont participé à la promotion d'un consumérisme irréfléchi comme but ultime de la vie. Pour toutes ces raisons, ce type de syndicats est donc un rouage essentiel du capitalisme.

A l'opposé de ce modèle, l'histoire nous montre que des organisations de masse ont existé qui ont réussi à faire vivre ensemble ces deux objectifs : défendre les intérêts immédiats des travailleurs et maintenir vivante la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société. Ainsi, créée en 1910, la CNT espagnole est parvenue à regrouper en 1936 deux millions de syndiqués. Elle refusait les permanents (un seul permanent technique en 1936) tout comme elle refusait de siéger dans les instances participatives mises en place par l'Etat. Elle ne s'est jamais non plus considérée comme un partenaire social qui discute avec les patrons dans le but d'obtenir des améliorations pour les travailleurs, son but ultime était la révolution sociale, l'abolition de la société capitaliste et la construc-

tion du communisme libertaire. Son modèle organisationnel, ses formes d'action et ses structures étaient cohérentes avec ce but. Tous les syndiqués étaient égaux et chaque syndicat était autonome et la démocratie directe était le mode de gestion du syndicat ; le mode d'action exclusif était l'action directe, la CNT luttait avec les travailleurs mais jamais à leur place car elle ne se considérait pas comme une avant-garde.

Pour parvenir au but poursuivi, elle privilégiait l'éducation, car pour les anarchistes, une révolution communiste libertaire n'est concevable que si elle est souhaitée par une majorité. Les cénétistes espagnols réfugiés en France après la victoire de Franco expliquaient leur échec par le fait que la révolution était arrivée trop tôt ; ils n'y avait pas assez de militants conscients en 1936, il leur aurait fallu plus de temps (à cette époque l'organisation connaissait un développement rapide). Cette priorité accordée à l'éducation se retrouve partout, par exemple dans les slogans pour la campagne pour les 8 heures ; « *8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures pour se cultiver* » était le mot d'ordre de la CNT. En France, le mot d'ordre de la CGT était « *8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures de loisirs* ». La différence donne à réfléchir. Les luttes pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs étaient considérées comme accessoires, subsidiaires par rapport au but final, un outil au service de l'éducation des travailleurs, permettant de populariser les pratiques d'action directe, de solidarité et d'entraide. Pourtant, les militants de la CNT firent reculer le patronat espagnol dans une multitude de conflits et conquièrent énormément d'avantages sociaux. Et ce sont ces mêmes militants conscients qui, en juillet 1936, firent échec au coup d'état militaire de Franco dans plus de la moitié de l'Espagne, résistèrent ensuite pendant trois ans aux forces conjuguées des fascismes, espagnols, allemands, italiens et portugais, et dans l'intervalle de ces trois années, prirent en mains et autogérèrent villes, villages, champs et usines dans une grande partie de l'Espagne. A l'inverse, six millions de syndicalistes allemands qui faisaient confiance aux partis de la classe ouvrière, n'ont opposé presque aucune résistance à la prise de pouvoir des nazis en Allemagne en 1933.

## DOSSIER : PENSER LES LUMIERES

Les Lumières ont joué – et sont appelées à jouer encore – un rôle majeur dans le processus de libération de l'humanité. Elles sont de nos jours largement méconnues et parfois même ignorées. Sur la base de cette méconnaissance fleurissent, suivant les cas la calomnie et la récupération, c'est-à-dire, en fin de compte, la régression intellectuelle et éthique.

Dans notre n° 148, nous avons lancé un appel à contribution afin de remettre la pensée des Lumières au service de l'analyse du pourrissement actuel des débats intellectuels ou militants, dans l'objectif de participer à la construction d'un

contre-discours efficace.

Voici trois premières contributions. L'une s'attache à cerner l'apport d'un des piliers de ce courant philosophique, la deuxième donne un aperçu général et déconstruit une des calomnies devenues courantes à l'encontre des Lumières, enfin la troisième dénonce une des nombreuses tentatives de détournement et récupération, celle des transhumanistes.

Nous remercions les lecteurs qui nous ont adressé ces textes et appelons chacun à participer au débat ainsi initié.

## ROUSSEAU ET LA CRITIQUE DE LA SOCIETE

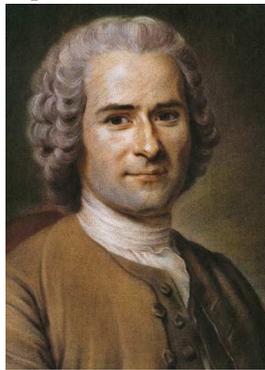
Le malheur social est une des principales questions de Jean-Jacques Rousseau. Ce qu'il observe, ce dont il souffre, c'est que l'homme précipite constamment son existence dans la catastrophe. L'homme fait le malheur de l'homme. Né libre, il se rend esclave, non pas tant de ses passions (Rousseau, contrairement à Pascal, a une certaine confiance dans les passions, en particulier amoureuses), mais de leur perversion.

En fait, dès que l'humanité naît à elle-même, c'est-à-dire dès qu'elle sort de l'état de nature, dès qu'elle se porte à la pensée et la parole, à la réciprocité du langage, à la relation *je-tu*, dès ce moment-là, elle entre déjà dans la rivalité, l'usurpation et la domination.

« *Le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisait de dire, "ceci est à moi", et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile.*

*Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs, n'eût point épargnés au Genre-humain celui qui arrachant les pieux ou comblant un fossé, eût crié à ses semblables ; Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; Vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la Terre n'est à personne.* » La dégradation sociale commence par l'appropriation de ce qui n'appartient, en fait, à personne et à tous ; par une usurpation qui fait rapidement force de loi. Mais avant même cela, l'inégalité apparaît dans les premières sociétés par l'affirmation de la différence, la préférence et la concurrence : « *le plus beau, le plus fort, le plus adroit ou le plus éloquent devint le plus considéré, et ce fut là le premier pas vers l'inégalité, et vers le vice en même temps : de ces premières préférences naquirent d'un côté la vanité et le mépris, de l'autre la honte et l'envie...* ». C'est sur ce fond d'inégalité qu'avec le progrès des connaissances, l'invention surtout de l'agriculture et de la métallurgie, s'installent la propriété, le travail, le pouvoir<sup>1</sup>.

Les sociétés humaines, pour Jean-Jacques Rousseau ne sont pas « naturelles », mais sont bien un



phénomène culturel. « L'homme naturel » (avant même, pourrait-on dire aujourd'hui, les ethnies de chasseurs-cueilleurs, avant même toute culture), n'est pas encore un être social. Il vit en petits groupes relativement isolés. Il a peu de besoins, peu de désirs, et il y a donc peu de conflits, comme peu d'associations<sup>2</sup>. Il a fallu l'impulsion d'un bouleversement quelconque, fortuit, contingent (un changement de climat et d'environnement, suggère Rousseau), pour qu'il soit conduit à se tourner vers l'autre, à s'associer aux autres. C'est « *l'inclinaison de l'axe du globe sur l'axe de l'univers* » qui l'oblige à s'adresser et à s'allier aux autres, et ainsi le porte à la conscience, la pensée, la parole. Mais c'est aussi cette révolution qui le perd<sup>3</sup>. La contingence de sa condition le porte à la fois à la conscience, c'est-à-dire au sentiment de l'existence, en même temps qu'au dévoiement de ce même sentiment.

Le premier langage, la première société, c'est l'homme qui s'adresse à l'homme. C'est l'événement d'une rencontre. Or cette liberté originelle, celle qui porte l'existence à elle-même, se détourne de sa vocation.

§

« *C'est du système moral formé par le double rapport à soi-même et à ses semblables que naît l'impulsion naturelle de la conscience* »<sup>4</sup>. Le rapport à soi ne va pas sans le rapport à l'autre. La naissance de la conscience à elle-même procède d'une réciprocité. Le sentiment de l'existence, qui est indissociablement sentiment de soi, est d'emblée social. On peut penser que chez l'homme naturel le sentiment de l'existence (et la pensée et la parole, la conscience et la liberté, l'inventivité et la créativité), ne se porte à lui-même encore que de manière ébauchée. Il faut, pour qu'il s'affirme, l'événement sensible de la rencontre de l'autre ; la sensibilité s'ouvre à elle-même par l'ouverture de l'un à l'autre. L'occasionnel, l'accidentel, le fortuit permet

cet événement qui sans cela resterait pris dans le quotidien des besoins élémentaires. La rencontre porte le sentiment à lui-même. C'est du *double rapport à soi et à l'autre que naît l'impulsion naturelle de la conscience*. La conscience est d'abord ce rapport de l'existence à elle-même, indissociablement subjectif et intersubjectif. En tant que telle, elle ne procède que de son événement.

Le projet de Rousseau, qu'il articule dans ses différentes œuvres littéraires et philosophiques (du premier *discours* jusqu'aux *rêveries*), est donc de retrouver ce *sentiment* qui est au cœur de toute *sensibilité* humaine (dans la relation mère-enfant ou parents-enfants, la relation amoureuse, la simple civilité et convivialité, le dialogue...). Ce sentiment, qui a permis de sortir de l'état de nature, permet aussi de répondre à l'état d'*aliénation*, et de retrouver donc ce qui fait l'essence purement ouverte de l'existence et de la société. Résister à l'aliénation et retrouver un minimum de vérité existentielle ne se peuvent qu'à partir de cette sensibilité, vraie en elle-même, parce que sensibilité. Le bonheur ne se trouve pas « *dans l'apparence mais dans le sentiment intime* ». Les choses se portent d'elles-mêmes vers elles-mêmes, dans la vérité de leur propre surgissement et de leur propre empreinte<sup>1</sup>. La philosophie de Rousseau est une philosophie de la sensibilité. Elle répond aux angoisses de l'existence moins par la raison que par le sentiment. Ce fil du sentiment, d'autant plus précieux qu'il se perd dès l'enfance dans les égarements d'une histoire subjective et intersubjective, est pour Rousseau ce qu'il importe de retrouver pour résister à l'aliénation.

§

Le projet politique de Rousseau est donc de dégager la sensibilité pure, c'est-à-dire la liberté vive, de ce qui relève de l'*amour-propre*, de l'*intérêt privé*. Le texte majeur qui aborde cette question est bien-sûr le *Contrat social*, qui vise donc à retrouver cette société de la réciprocité et du dialogue, où chacun accepte de renoncer à ses intérêts propres pour l'intérêt général (uniquement donc pour ce qui concerne les affaires communes). Idée d'une société *anarchique*, c'est-à-dire qui se fonde sur la liberté de chacun par et pour la liberté de chacun, à laquelle il faut revenir de manière consciente, volontaire, posée, parce qu'on en a perdu le sens originel<sup>2</sup>.

La volonté générale vise l'intérêt commun. Elle est différente de la volonté de tous, qui est la somme des intérêts privés. Même si cette somme parvient à s'équilibrer, il y a toujours le risque qu'une personne ou un groupe fasse basculer le « corps politique » des citoyens de son côté. Les intérêts particuliers sont toujours susceptibles de dévoyer la liberté et l'égalité<sup>3</sup>.

Or Rousseau doute de la vertu suffisante des citoyens pour être à même de s'auto-déterminer. Il a foi en la liberté humaine (c'est-à-dire en sa raison :

l'ouverture de l'existence à elle-même), mais il sait aussi que cette liberté même tend à se dévoyer. C'est la pente de toute société. C'est la pente pourrait-on presque dire, de la liberté humaine même : « *S'il y avait un peuple de Dieux, il se gouvernerait Démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes* »<sup>4</sup>. Or la liberté n'est précisément pas divine, mais humaine. Elle suppose peut-être même cet égarement qui la perd. Ce que voit Rousseau, ce qui le désespère, est que fatalement elle se perd.

L'exercice de la liberté, qui n'est pas sans l'autre, s'égare sur la pente de l'appropriation et de l'esclavage. Elle s'aliène (paradoxalement donc : par liberté). Le pire vice étant la cupidité : « *On cède une partie de son profit pour l'augmenter à son aise. Donnez de l'argent, et bientôt vous aurez des fers. Ce mot de "finance" est un mot d'esclave...* ». On se détourne du bien public pour le bien privé, et c'est la ruine de la société : « *Sitôt que*

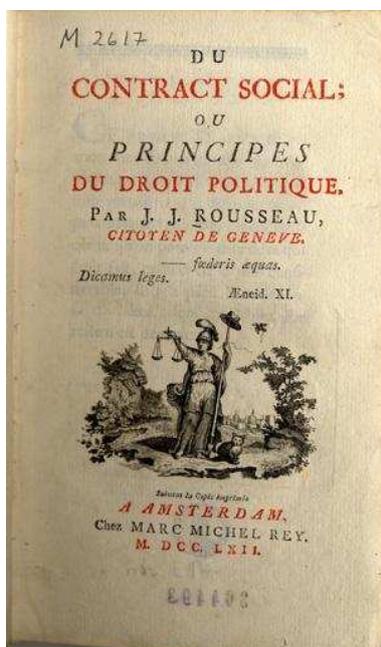
*quelqu'un dit des affaires de l'Etat : que m'importe ? on doit compter que l'Etat est perdu* »<sup>5</sup>. On privilégie ses propres affaires. On délègue à d'autres celles de la cité. On les détourne pour son propre profit.

Chaque citoyen, parce qu'il est un être social, c'est-à-dire un être libre, ne peut se défaire de sa responsabilité sans déjà s'aliéner, et les autres avec lui. C'est pourquoi Rousseau est radicalement contre toute forme de délégation dans l'acte législatif. « *L'attiédissement de l'amour de la patrie, l'activité de l'intérêt privé, l'immensité des Etats, les conquêtes, l'abus du Gouvernement ont fait imaginer la voie des Députés ou des Représentants du peuple dans les assemblées...* » Or

« *la Souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point (...). Toute loi que le Peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi.* »<sup>6</sup>

Rousseau redoute donc la perversion de l'autodétermination sociale dans l'inégalité. Pour pallier ce détournement, pour guider la réflexion et les décisions, il imagine un législateur suffisamment sage, c'est-à-dire avant tout détaché de toute ambition, pour orienter les choses de manière juste, c'est-à-dire la volonté de chacun vers la volonté générale. Ce législateur éclairé, dénué de tout pouvoir, a pour rôle en quelque sorte d'éduquer les citoyens<sup>7</sup>.

« *Tout homme étant né libre et maître de lui-même, nul ne peut, sous quelque prétexte que ce puisse être, l'assujettir sans son aveu* »<sup>8</sup>. Or voilà que pointe son nez un être providentiel capable de protéger le peuple de toute dérive, c'est-à-dire de la perversion de l'intérêt général par l'intérêt particulier. Or cet



homme exceptionnel n'existe jamais que de manière fantasmagorique. La solution amenée par Rousseau, et qui traduit son souci, semble passablement contradictoire. Elle mine peut-être tout son projet, parce que réapparaît ici le risque du chef, du maître, du dictateur... Même et précisément dévoué au « peuple ».

En fait Rousseau s'adresse à ses contemporains, c'est-à-dire à une société fortement inégalitaire, prise dans des jeux de pouvoir, de préséance et de misère. Le changement des valeurs, le renversement des vices en vertus (c'est-à-dire en la liberté même), ne peut s'opérer que par une éducation, non pas dogmatique, mais qui ressuscite et préserve la liberté de chacun pour et par chacun. D'où la figure du sage (tel le précepteur d'Emile, dont l'éducation, à l'abri des perversions sociales, se veut confiante et ouverte), qui ne vise pas à se substituer à la volonté générale, mais simplement à la susciter...

Or la liberté (comme pour Emile), ne s'éduque que par elle-même. Elle ne procède que d'elle-même, au cœur des relations humaines mêmes. Elle s'exerce dans le dialogue interindividuel. Elle est la pensée et la parole de chacun, tournées vers la pensée et la parole de chacun. Elle est dans le jeu de la question et de la réponse qui circule sans cesse entre les hommes, et d'où seulement peuvent se dessiner des orientations et des décisions communes. Cela Rousseau le sait. C'est ce à quoi fondamentalement, de par sa sensibilité vive à toute forme d'injustice, il aspire, de manière de plus en plus désespérée et solitaire. Mais la question demeure : comment ressusciter ce qui est au fondement de toute société, à savoir la réciprocité ouverte de parole et de décision, en la préservant de sa perversion dans l'inégalité, en laquelle elle apparaît cependant irrémédiablement prise ?

§

Rousseau prévient le jugement d'autrui qui déjà détourne la parole de sa signification. Toute parole est par principe adressée, mais doit être absolument respectée pour être la parole qu'elle est ; sans quoi elle est dérobée à elle-même, à sa valeur de communication d'une part, à sa vérité d'autre part ; ces deux aspects du discours sont indissociables. Le respect a priori de la parole d'autrui, dans le mouvement même de l'échange, est seul ce qui lui donne et lui redonne sa valeur et son sens. Ainsi tout discours adressé à quelqu'un qui ne respecte pas sa réponse, qui n'est pas tourné par avance vers elle, est déjà aliénant et faux. A fortiori tout jugement sur autrui constitue une violence, parce qu'il l'enferme. Toute appréciation est déjà une catégorisation et une réification. Personne, énonce Rousseau, n'a à s'arroger le droit de parler à notre place, sinon déjà par injustice.

C'est là-dessus que se fonde toute société humaine, que devrait se fonder toute société humaine, parce que

c'est sa source et sa ressource.

§

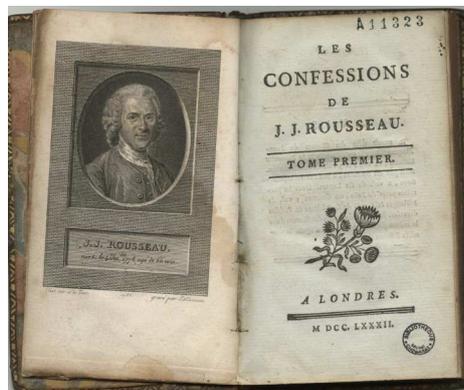
Ce qui importe à Rousseau est le sens même de l'existence, c'est-à-dire la sensibilité. C'est la vérité de *l'homme de la nature* et non pas celle de *l'homme de l'homme, de l'homme factice, de l'homme civil* (l'homme fabriqué, l'homme de la culture, de la civilisation)<sup>1</sup>. (Il faut distinguer ici *l'homme naturel*, qui reste pour Rousseau un mythe, de *l'homme de la nature* c'est-à-dire du *sentiment de la nature*, du *sentiment de soi*, qui est la sensibilité et l'existence mêmes, sous le masque de l'artifice et des conventions.)

L'aliénation est sociale. Plus se développe la civilisation, plus la vie aliène son sentiment. Avec l'intelligence, l'homme s'affirme et se compare, il devient présomptueux et violent. L'amour-propre (la rivalité, l'artifice, le pouvoir, la domination...), dégrade la liberté. La société s'éloigne de ce qui la fonde. Elle se coupe de ce qui fait son essence : la liberté individuelle, la réciprocité des relations, l'égalité entre les citoyens.

Utopie ? Oui sans doute. Mais sans elle notre société serait restée monarchique. Elle témoigne de l'aspiration profonde des Lumières à une justice sociale. Elle permet de dénoncer tous les dogmatismes et les totalitarismes. Elle permet de repenser les travers de notre démocratie et ses dérives, ainsi que celles de la concurrence mondialisée. Elle permet de comprendre aussi notre individualisme moderne non pas comme un défaut, mais comme une libération et une liberté, à condition qu'il se fonde sur l'inter-

individualité qui en est la source. Cette utopie politique apparaît ainsi éminemment réaliste, parce qu'elle retrouve l'essence de toute existence humaine possible : l'homme qui s'adresse à l'homme.

JMC



<sup>1</sup> Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, seconde partie, O.C. III, p. 164, 170-173.

<sup>2</sup> « Son imagination ne lui peint rien ; son cœur ne lui demande rien. Ses modiques besoins se trouvent si aisément sous sa main, et il est si loin du degré de connaissances nécessaire pour désirer d'en acquérir de plus grandes, qu'il ne peut avoir ni prévoyance, ni curiosité (...). Son âme que rien n'agite se livre au seul sentiment de son existence actuelle. » « ... les hommes dans cet état n'ayant entre eux aucune sorte de relation morale, ni de devoirs connus, ne pouvaient être ni bons ni méchants, et n'avaient ni vices ni vertus... » Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, première partie, O.C. III, p. 144, 152.

<sup>3</sup> « Celui qui voulut que l'homme fut sociable, toucha l'axe du globe et l'inclina sur l'axe de l'univers. » Essai sur l'origine des langues, ch. IX, O.C. V, p. 401.

<sup>4</sup> Lettres morales, 5, O.C. IV, p. 1109.

\_5 Dialogues, O.C. I, p. 668-672.

\_6 Ce que Rousseau énonce ainsi : « Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant ». Du contrat social, L.I, Ch. VI. Ce qui prime absolument, dans cette forme de société, est la « volonté générale », qui se fonde donc sur la liberté de chacun (sur la voix de chacun, qui ne peut donc en aucun cas être déléguée à un autre), et qui préserve la liberté de chacun (empêchant toute prise de pouvoir). Autrement dit : la liberté de chacun n'est telle que par la liberté de chacun, sans quoi on retombe dans des rapports de domination, où tout le monde, le maître comme l'esclave, est aliéné. « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers. Tel se

croit le maître des autres, qui ne laisse pas d'être plus esclave qu'eux ». Id., L.I, Ch. I. L'égalité repose sur la liberté. A noter que la propriété ici n'est pas abolie, sauf qu'elle ne s'obtient pas par la force, mais par contrat soumis à la volonté générale. En dernière analyse, elle reste bien commun. La propriété n'a pas de valeur en elle-même, mais pour la subsistance de chacun. Id., L.I, Ch. IX.

\_7 Du contrat social, L.I, Ch. III.

\_8 Du contrat social, L.III, Ch. IV.

\_9 Du contrat social, L.III, Ch. XV.

\_10 Du contrat social, L.III, Ch. XV.

\_11 Du contrat social, L.II, Ch. VII.

\_12 Du contrat social, L.II, Ch. II.

\_13 Emile, L. IV, O.C. IV, p. 549, Les Confessions, L. 8ème, O.C. I, p. 388. Dialogues, O.C. I, p. 728.

## SAPERERE AUDE !

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle se développe un mouvement philosophique nouveau qui va bouleverser l'histoire de l'Europe. En effet, des penseurs européens, sous le nom de « Lumières » (en France, Voltaire, Diderot, Montesquieu, ou encore venu de Genève : Rousseau), en Angleterre (Locke, Hume), en Allemagne (Kant), en Hollande (Spinoza) vont remettre en question les idées reçues, les traditions et les institutions de l'Ancien Régime au point de faire éclore des révolutions comme celle de 1789. Ces penseurs ont permis le passage de l'ordre ancien à notre monde moderne et la liquidation de l'Ancien Régime reposant sur des valeurs devenues archaïques.

Aujourd'hui pourtant, de nombreuses critiques s'élèvent contre les philosophes des Lumières. Quels sont les principes de leur philosophie ? Pourquoi remettre en question, aujourd'hui, leur apport à notre monde moderne ?

« Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières » telle que Kant la définit dans le traité « Qu'est ce que les Lumières ? » paru en 1784. Ce qui nous frappe, c'est bien que le mouvement des Lumières trouve son unité, non pas dans un contenu philosophique, mais dans une démarche intellectuelle : l'émancipation de l'esprit, la décision courageuse de tout soumettre au libre examen de la raison, « (...) la sortie de l'homme de sa minorité, (...) c'est-à-dire de se servir de son entendement sans la direction d'autrui »<sup>1</sup>.

En 1680, le passage d'une comète suscite de nombreuses alarmes. Bayle se saisit de l'occasion et rédige ses Pensées sur la Comète 2 où il démontre par une argumentation rigoureuse que les comètes sont des phénomènes naturels et n'ont rien de miraculeux. Critique de la tradition, de la superstition, légitimité

du libre examen critique, primauté de l'expérience et de l'esprit scientifique, indépendance de la morale par rapport à la religion, tout l'esprit des Lumières est déjà là... Les religions, les croyances, les dogmes sont ainsi les cibles de l'esprit critique des philosophes. Tout est passé au crible de la raison : les incohérences, les absurdités, les contradictions, les abus. La folie des guerres, de l'intolérance religieuse, du pouvoir absolu est dénoncé. Ils vont lutter contre la croyance au surnaturel, fonder la tolérance sur le scepticisme religieux, dissocier la morale de la religion et affirmer l'idée du progrès matériel et moral.

Dans le domaine scientifique, les expérimentations et l'observation deviennent les bases d'une nouvelle méthode rigoureuse. C'est ainsi que Newton, couché sous un arbre, après avoir reçu, dit l'anecdote, une pomme sur la tête, comprend les lois de l'attraction universelle et renverse les anciennes conceptions du monde. D'une vision créationniste (la nature obéit à un plan divin préconçu), mécanique et statique de l'univers, l'on passe à une vision dynamique. Le monde est en constante évolution : les reliefs, les espèces animales et végétales, les sociétés humaines, tout est en perpétuel mouvement. Les Lumières croient au progrès, progrès scientifique comme au progrès social, et pour eux l'humanité est en marche vers un futur toujours meilleur qui place, non plus le salut de l'âme dans l'au-delà mais bien le bonheur individuel ici-bas au centre des préoccupations.

L'Encyclopédie 3 est la grande œuvre des Lumières : près de 60 200 articles, 25 000 grandes pages, 2 900 planches écrites par tous les penseurs et spécialistes de l'époque, sous la direction de Diderot et d'Alembert, un philosophe et un mathématicien, pour recenser les connaissances scientifiques, techniques,



philosophiques, historiques et pour débattre aussi de l'origine des sociétés, des institutions, de l'économie... Bref, cette œuvre immense est une véritable tour de Babel, composée d'opinions diverses et variées entre lesquelles le lecteur peut choisir à sa guise, à condition d'exercer sa raison critique.

Ainsi, la pensée des Lumières a permis d'entrer dans l'ère moderne : c'est un mouvement intellectuel engagé qui se bat contre l'oppression religieuse et politique et pour la libération de l'homme. L'homme a cette extraordinaire faculté de se perfectionner, par l'instruction et l'éducation, de s'émanciper par la raison. A l'inverse du racisme ou du sexisme qui attribue à chaque race et à chaque sexe une nature dont on ne pourrait sortir, l'homme est, pour les philosophes des Lumières, libre. Dès lors, il a une dignité et des droits inaliénables et universels, qu'il tient de son humanité même. Il ne peut être utilisé comme esclave par exemple, ou colonisé. De cette liberté naturelle, découlent l'égalité et la fraternité naturelles.

Ces idées nouvelles, les Lumières ne les ont pas souvent exprimées dans des œuvres de dissertation philosophique comme cela se fait traditionnellement mais, pour toucher davantage de lecteurs et être plus accessibles, ont préféré écrire en utilisant des formes plus littéraires comme le roman, le récit, ou des dialogues. Ils écrivent aussi, il faut le rappeler, dans des sociétés où règnent la censure et la répression politique. Les œuvres sont imprimées en Hollande clandestinement, les écrivains souvent incarcérés, à la Bastille notamment. Diderot et Voltaire y seront jetés pour leurs écrits. Voltaire et Rousseau vivent près de la frontière suisse où ils peuvent fuir dès que les forces armées interviennent pour les saisir. Nombreux sont les philosophes qui utilisent, afin de détourner la censure, des procédés littéraires comme l'ironie ou l'humour. Ces procédés nécessitent pour être compris une lecture à deux niveaux. Pour toutes ces raisons, les philosophes des Lumières, plutôt que d'énoncer directement leurs thèses ouvertement, préfèrent démontrer l'absurdité des thèses de leurs adversaires. Ainsi, quand Montesquieu dans les « Lettres persanes »<sup>4</sup> fait dire à l'un de ses personnages : « Comment peut-on être per-

san ? », il dénonce l'ethnocentrisme des aristocrates de la cour qui s'étonnent que d'autres civilisations existent en dehors de la leur. De même, dans « De l'esprit des lois »<sup>5</sup>, il présente les arguments des esclavagistes mais leur argumentation est si absurde qu'elle se détruit par elle-même. On trouve sur de nombreux sites internet des citations hors contexte, comme par exemple « Il est impossible que nous supposions que ces gens-là [les esclaves] soient des hommes, parce que si nous les supposons des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens » (tiré de l'esprit des lois) qui prouveraient, selon les auteurs de ce type de site, que Montesquieu est raciste et esclavagiste, alors qu'il pointe au contraire la mauvaise foi chrétienne et ses arguments fallacieux. De même, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le mot « nègre » signifie simplement « esclave noir » sans connotation péjorative (« niger » en latin signifie noir). C'est pourquoi il faut lire avec une grande prudence les Lumières : nous ne devons pas les lire au premier degré. Les procédés littéraires et l'ironie, employés pour déjouer la censure, doivent nous conduire à chercher quelle est la vraie intention de l'auteur, à travers des indices textuels. Des phrases prises au pied de la lettre ou sorties de leur contexte peuvent conduire au contre-sens total : n'oublions pas en lisant les Lumières qu'ils en appellent au sens critique, à la raison comme à l'intelligence de son lecteur.

"Sapere aude !" : locution latine signifant "Ose savoir !"

<sup>1</sup>. Qu'est-ce que les lumières, Emmanuel Kant, 1784 – Il existe actuellement de nombreuses éditions de poche de ce texte.

<sup>2</sup>. Pensées diverses écrites à un docteur de Sorbonne à l'occasion de la Comète qui parut au mois de décembre 1680, Pierre Bayle, 1683.

<sup>3</sup>. Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres. « Mis en ordre et publié par » Diderot et d'Alembert, 1751 – 1777. Première interdiction ; 1752.

<sup>4</sup>. Lettres persanes, Montesquieu. Première édition, sous couvert d'anonymat et d'un faux lieu de publication en 1721.

## CHIMPANZE DU FUTUR OU HUMAIN GENETIQUEMENT MODIFIE ?

Le transhumanisme (courant de pensée apparu dans les années 1970/80 aux USA) se propose tout simplement « d'améliorer » l'humanité actuelle sur tous les plans (physiques, intellectuels, émotionnels et moraux) grâce aux progrès des sciences et en particulier des biotechnologies.

Ses adeptes ambitionnent de créer une « trans » ou « post » humanité dont les performances dépasseraient

de beaucoup celles de notre actuelle humanité : longévité considérablement accrue, résistance aux maladies, intelligence infiniment supérieure, éternelle jeunesse, etc. L'Homo Sapiens fragile, vulnérable, inadapté à la modernité ayant fait son temps, il devrait céder la place à la transhumanité, à « l'humain augmenté ». L'heure de la reconstruction de l'identité humaine aurait sonné. Fort prudemment, les transhumanistes évitent d'employer le mot de « surhomme » qui a laissé

de mauvais souvenirs dans l'histoire récente, mais c'est pourtant bien à un eugénisme nouveau (après la fin de l'eugénisme nazi) que s'apparente le transhumanisme. Cette idéologie scientiste<sup>1</sup> n'hésite pourtant pas à se présenter comme l'humanisme du XXI<sup>e</sup> siècle, à se prétendre héritière des idéaux de perfectibilité et de progrès des Lumières. « *Comme les humanistes, les transhumanistes privilégient la raison, le progrès et les valeurs centrés sur notre bien être, plutôt que sous une autorité religieuse. Les transhumanistes étendent l'humanisme en mettant en question les limites humaines par les moyens de la technologie et de la science combinés avec la pensée critique et créative. Nous mettons en question le caractère inévitable de la vieillesse et de la mort.* »<sup>2</sup>

Cette soi-disant filiation est évidemment fallacieuse, puisque les projets chimériques, cauchemardesques des transhumanistes sont absolument contraires aux préoccupations des philosophes des Lumières qui souhaitaient avant tout améliorer, changer la société et non adapter l'homme à cette dernière.

On aurait tort de considérer les transhumanistes comme une secte d'illuminés, comme une équipe de savants sérieusement déjantés. L'accélération des innovations dans le domaine des NBIC (Nanotechnologies, Biotechnologies, Intelligence artificielle et Cognisciences ou neurosciences) est telle que ce qui pouvait apparaître hier comme un délire est aujourd'hui bien proche de sa réalisation effective. La fusion homme/machine, but ultime du transhumanisme, n'attend pas en partie déjà commencé puisque d'ores et déjà smartphones et ordinateurs portables (que l'on peut considérer comme des prothèses numériques) font partie de notre identité.

C'est sur l'irréversibilité de ce processus déjà initié que le transhumanisme fonde sa conception du « progrès » et son argumentation. Dans la mesure où le rapprochement homme/machine est déjà en cours, pourquoi ne pas aller plus loin sur ce chemin puisque de toute façon cette voie sera explorée et que ceux qui refuseront de s'y engager (ou ceux qui n'y auront pas accès) seront les perdants, les « *chimpanzés du futur* » comme le résume cyniquement le cybernéticien Ken Warwick : « *Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur.* »

Hier comme aujourd'hui, là où il y a de la « *sur-humanité* », la « *sous-humanité* » n'est pas loin.

Pour rallier à sa croisade de l'avènement d'une surhumanité un maximum de croyants, pour gagner les faveurs de l'opinion publique, de la communauté scientifique et des autorités, le transhumanisme table sur la recherche médicale réparatrice (qui apporte une amélioration effective à des malades souffrant de pathologies diverses ou à des victimes d'accident graves). Les transhumanistes proposent qu'une application « *améliorative* » de ces innovations médicales, théra-

peutiques, soit accessible à des sujets sains, bien portants, à seule fin d'augmenter leurs performances. La recherche médicale avancée et son détournement constituent donc le fer de lance de la propagande transhumaniste. Abondant dans le sens des transhumanismes, l'ex-ministre de la recherche Geneviève Fioraso avait notamment déclaré, en 2006 : « *Lorsque vous avez des oppositions à certaines recherches et que vous faites témoigner des associations de malades, tout le monde adhère.* »

Personne, il faut l'espérer, ne souhaite s'opposer à ce qu'un aveugle puisse recouvrer la vue grâce à la greffe d'une rétine artificielle couplée à un implant dans le cerveau. Que cette vue retrouvée s'avère en fait meilleure que celle des « voyants » va permettre aux transhumanistes de proposer ces greffes à des sujets en bonne santé mais désireux d'acquiescer une « *supra-vision* ».

La recherche sur les prothèses a fait des progrès considérables et a débouché sur la mise au point de prothèse « bioniques », ultra-performantes, directement couplées au cerveau du sujet appareillé. Les premiers bénéficiaires ont été les soldats américains, de retour d'Irak ou d'Afghanistan, qui avaient perdu là-bas jambes ou bras au combat. Des prothèses bioniques, les chercheurs sont passés à la création d'un exosquelette ou squelette extérieur qui peut permettre à une personne paralysée de marcher mais qui, adapté à un sujet bien portant, peut accroître sa force et sa résistance de façon prodigieuse. Toutes les armées du monde sont évidemment extrêmement intéressées par ce genre d'innovations.

Ces quelques exemples illustrent la façon dont les transhumanistes cherchent à passer de la réparation thérapeutique à l'amélioration, à l'augmentation de l'humain : dans la mesure où ces techniques existent et sont en progrès constant, pourquoi ne pas les utiliser à d'autres fins et notamment à accroître les potentialités humaines ?

Mais l'amélioration « mécanique » de l'humain n'est pas la seule voie qu'explorent les transhumanistes ; l'ingénierie génétique, elle aussi, doit concourir à l'avènement de l'homme nouveau, génétiquement transformé, augmenté.

C'est évidemment au nom de la liberté que les transhumanistes avancent leur idée d'amélioration physique. Et effet, selon eux, l'homme doit échapper à son déterminisme génétique, s'affranchir du joug de la loterie naturelle de l'évolution, conception qu'ils résumant dans leur slogan « *From Chance to Choice* » (« Passer du hasard au choix »). Il s'agit donc pour eux de créer un humain génétiquement modifié, physiquement plus fort, résistant aux maladies et, bien évidemment, doté d'une intelligence supérieure. « *L'humanité ne doit pas en rester là, elle n'est qu'une étape sur le sentier de l'évolution, pas le sommet du développement de la nature* » déclare Max More (« Le post-humain en de-

venir ») tandis que Moravec, autre pont de transhumanisme américain, n'hésite pas à affirmer : « *Notre ADN se trouvera au chômage, il aura perdu la course à l'évolution* ».

Pour parvenir à ses fins, la reconstruction, la programmation de l'identité humaine, le transhumanisme compte sur la convergence des NBIC, sur leur étroite interdisciplinarité, pour accélérer de façon significative les innovations. Malheureusement, cette collaboration entre ces différents domaines donne des résultats certes étonnants mais très inquiétants. Les transhumanistes sont des gens pressés et ils se sont lancés dans une véritable course (à l'abîme) pour réaliser leurs chimères. Le système néo-libéral, entièrement fondé sur la compétitivité, la concurrence, la performance, en a rapidement compris tout l'intérêt.

La maîtrise de ces technologies de pointe assurera à la puissance qui les détiendra une domination sans partage sur le reste du monde et confortera à terme toutes les oligarchies en accroissant leur pouvoir sur les populations, car on peut raisonnablement penser que si « augmentation » il y a, elle sera à géométrie variable (deviendrait-elle égalitaire, elle n'en serait pas moins une tentative monstrueuse de destruction de l'humain). Les recherches transhumanistes suscitent donc l'intérêt des stratèges, militaires et politiciens, mais bien entendu aussi des grands groupes industriels et marchands.

Le futur marché de « *l'augmentation humaine* » est énorme et les bénéfices qui en découleront seront mirifiques. Le seul marché des neurodispositifs (implants pour ceci ou cela) avoisinerait les 11,61 milliards en 2021. La boutique transhumaniste, en vendant de la longévité accrue, de la santé garantie et de la super-intelligence est sûre de son succès commercial. Les géants du Web, comme Google, et tous les industriels high tech, les labos pharmaceutiques, financent donc sans compter tous ces programmes qui, par le passé, aurait pu paraître sulfureux.

L'augmentation des profits (à défaut d'augmenta-

tion de l'humain) est en marche. La prochaine mise en vente du « surhomme en kit » sera véritablement un business en or. Les économies en crise ne pouvaient rêver de l'ouverture d'un marché aussi vaste...

La volonté de soumettre la nature, la planète, aux seuls impératifs du profit a conduit à la catastrophe écologique que nous connaissons. Cette même volonté de puissance appliquée à transformer l'identité humaine ne peut, elle aussi, qu'aboutir à un désastre, à un renforcement par rapport à la machine : sa prétendue « augmentation » ressemblera bien plus à un asservissement, à une diminution de sa liberté qu'à tout autre chose.

« *Cet homme futur, que les savants produiront, nous disent-ils en un siècle et pas davantage, paraît en proie à la révolte contre l'existence humaine telle qu'elle est donnée, cadeau venu de nulle part (laïquement parlant) et qu'il veut pour ainsi dire échanger contre un ouvrage de ses propres mains. Il n'y a pas de raison de douter que nous soyons capables de faire cet échange, de même qu'il n'y ait de raison de douter que nous soyons capables à présent de détruire toute vie organique sur terre. La seule question est de savoir si nous souhaitons employer dans ce sens nos nouvelles connaissances scientifiques et techniques, et l'on ne saurait en décider par des méthodes scientifiques. C'est une question politique primordiale que l'on ne peut guère par conséquent abandonner aux professionnels de la science ni à ceux de la politique* » écrivait déjà, en 1958, Hannah Arendt dans *Condition de l'homme moderne*.

Sources : Films DVD : « Le silence des nanos », Julien Colin et « Un monde sous-humain », Philippe Borel. Ouvrage : « La révolution transhumaniste », Luc Ferry. Articles : « Transhumanisme, du progrès de l'inhumanité » et « Trois jours chez les transhumanistes » du groupe PMO (Pièces et Main d'œuvre) de Grenoble.

\_1-Rappelons les mots de Roland Gori, professeur de psychopathologie clinique : « La science est émancipatrice, c'est le scientisme qui est asservissant.»

\_2-Principes Extropiens 3.0., Max More.

## REFLECHIR AU SOLEIL

Comme chaque été, des cénétistes, seuls ou en famille, des amis de tous âges, se retrouveront début août 2016 pour vivre une semaine auto-organisée qui mêlera activités de loisir, culturelles, sportives et bien sûr réflexions... en fonction des propositions et des apports de chaque participant. Les années passées ont eu lieu par exemple des initiations à l'espagnol, à l'anglais, à l'espéranto ou à l'informatique, des ateliers militants (prendre la parole en public, écrire un article, comprendre

l'économie, droit syndical...), des débats sur des thèmes de fond ou d'actualité. Cette année, on parlera bien sûr des « Lumières », entre autres. La participation aux activités est totalement libre. La seule obligation est l'assemblée (en général rapide) qui, après le repas du soir, gère les éventuels problèmes quotidiens.

Si vous souhaitez en savoir plus, prenez contact avec nous par courrier ou par mail (adresses en p 2).

# GUERRE ASYMETRIQUE

Les guerres coloniales ont été couronnées de succès pendant plusieurs siècles. La supériorité de l'armement ne suffit pas, à elle seule, à l'expliquer. Sinon, pourquoi aujourd'hui n'en irait-il pas de même ? La guerre en milieu colonial ou post-colonial est une guerre asymétrique, opposant un « fort » et un « faible ». C'est une « guerre irrégulière », et non une « guerre frontale classique ». Gérard Chaliand, dans "Pourquoi perd-on la guerre ?" présente, sur la base d'un argumentaire solide, un point de vue quelque peu iconoclaste, dont l'intérêt est d'ouvrir la discussion sur des sujets qui, habituellement, font l'objet d'un fort « manque-à-penser ». Nous reprenons ici quelques unes des grandes lignes qu'il développe, sachant que deux pages ne sauraient suffire à résumer cet ouvrage. Les lecteurs intéressés sont donc invités à s'y reporter. Comme toujours, nous rappelons que la ressencion d'un ouvrage dans nos colonnes est faite sur la base de l'intérêt qu'il présente pour le débat d'idées – que nous espérons bien poursuivre sous une forme ou une autre – et non d'une adhésion à l'ensemble des propos tenus.

## Les clefs du succès des guerres coloniales

La conquête du Mexique (1519-1521) contient déjà tous les éléments importants du succès des guerres coloniales. C'est d'abord un exemple de guerre asymétrique (victorieuse) puisque l'envahisseur espagnol ne compte que, tout au plus, 2 000 individus « face » à des centaines de milliers d'autochtones.

Prédateurs sûrs de leur bon droit, les représentants du roi d'Espagne étaient déterminés et motivés par l'or, la gloire et les honneurs.

La rencontre sur place d'un ancien naufragé espagnol parlant une des langues locales puis l'union de Cortès avec une esclave Aztèque (qui apprit rapidement l'espagnol) leur permit de suffisamment bien connaître les Indiens pour avoir l'audace de s'y attaquer. Connaître la conception du monde des Aztèques – l'incontestable puissance régionale – et, surtout constater, leur désarroi face à ces étrangers qui avaient une apparence et des armes qui les impressionnaient, mais aussi des chevaux (animal qu'ils ne connaissaient pas) et des canons dont le son et l'effet les remplissaient d'effroi fut décisif.

La conception de la guerre des uns et des autres s'avéra également déterminante, car conduite dans des

but et selon des méthodes différentes. La nature de la guerre, pour les autochtones, proche d'un rituel, était courte et destinée à faire des captures en vue de sacrifices humains. Pour les espagnols, il s'agissait d'être opiniâtres et d'anéantir l'ennemi dans un combat à mort, sans faire de quartier. Ils utilisaient la surprise, le combat de nuit, la terreur ; et leurs chevaux leur conféraient une force de choc inconnue des Aztèques.

Les conquistadors frappèrent à la tête, profitèrent des divisions, surent s'allier à des tribus hostiles aux Aztèques. Les Aztèques, affamés et minés par la variole, capitulèrent face à cette poignée de bandits.

Une fois frappées à la tête, des sociétés fortement hiérarchisées, s'effondrèrent rapidement dans le désarroi. C'est la leçon qu'ont déjà tirée les conquistadors qui arrivent au Pérou (1532) en pleine guerre civile. En conquérants avertis, ils mettent à genoux ce pays avec moins de 200 hommes.

La colonisation de l'Asie sera plus lente. Mais, le colonisateur (Etats

portugais, hollandais, ...) disposera à peu près des mêmes avantages. Dès le XVIIIème ; la révolution industrielle entraînant des progrès militaires – dont l'armement – permettra aux Etats européens d'investir les terres intérieures au détriment de sociétés régionales dépassées. C'est en jouant des divisions locales et en misant sur la révolution industrielle que la Grande-Bretagne s'imposera en Inde.

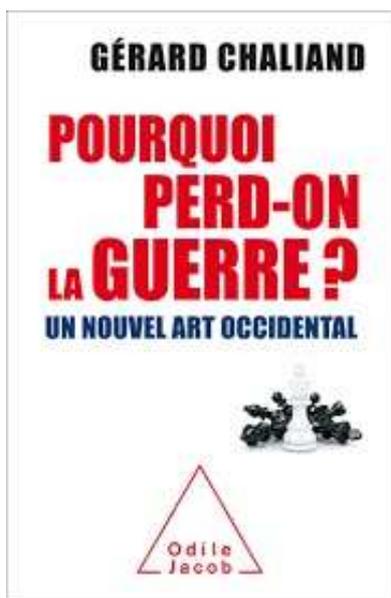
Le contournement de l'Afrique puis la découverte de l'Amérique se font sous l'impulsion d'un besoin des puissances européennes de sortir de l'isolement imposé par les Ottomans qui se retrouvent sur le Danube, assiègent Vienne (1529) et détiennent le contrôle sur l'Océan Indien, voie traditionnelle des échanges.

Ces guerres asymétriques du passé sont menées par des forces peu nombreuses mais avec des résultats considérables, tout en apportant humiliations et exploitation. Les innovations technologiques ont permis aux Etats européens d'augmenter les échanges mais ont, aussi, apporté des idées nouvelles dont le nationalisme moderne : le spectacle d'une contestation perpétuelle chez les oppresseurs dévoilait aux colonisés qu'une lutte pour un monde meilleur était possible.

## Le retournement

L'appel aux valeurs religieuses ne fut pas suffisant aux colonisés pour apporter une réponse adéquate contre l'envahisseur. Lors du partage de l'Afrique entre puissances européennes (XIX° siècle), l'Islam était présent en Afrique noire depuis longtemps. Bien que dès la fin du XVIIIème siècle, l'islam soit en marche et s'impose – souvent par la force – dans toute l'Afrique, il n'est pas en mesure de s'opposer à la pénétration européenne de l'Afrique noire. Bien, au contraire, le colonisateur comprend que l'islam est un formidable outil d'oppression et d'exploitation des populations, et il saura l'instrumentaliser à son profit (voir dans notre n°149 l'article sur l'invention de l'islamophobie).

Le premier désaveu vient du Japon qui, se mettant à l'école de



## 14 ●●●● NOTES DE LECTURE ●

l'Europe et apprenant à la connaître, sut se réorganiser en modernisant son armée et ses méthodes. C'est par l'intégration des valeurs de l'opresseur que les conquis sont capables de leur opposer une véritable résistance. Toutefois, le cas du Japon est particulier, car la société japonaise était fortement hiérarchisée et disciplinée. Cela permit d'imposer une « révolution » par le haut au profit de ses classes dominantes.

Après avoir compris et intégré les aspects « institutionnels » des pouvoirs occidentaux, les anciens colonisés finirent par aussi comprendre l'intérêt de l'idéologie ; le marxisme, le nationalisme moderne, parfois un mélange des deux.

En Asie orientale, les répercussions du bolchevisme éveillent un écho et produisent des soulèvements ouvriers (années 20' - Shangaï, Canton). La version léniniste envoie une image simplifiée facilement compréhensible et constituera un catalyseur de mobilisation en masse.

Le cas de l'Inde montre l'importance que va prendre l'opinion publique. La nouvelle que la troupe avait tiré contre une foule pacifique (400 morts) provoqua de vives protestations en Grande-Bretagne, tout en mettant en évidence une contestation de l'ordre établi de plus en plus efficace qui retourne déjà l'idéologie nationaliste contre l'envahisseur.

La défaite cuisante qu'Abdelkrim infligea aux troupes espagnoles, à Anoual en 1922, imposa aux Etats occidentaux de mettre en oeuvre des moyens très importants pour briser la révolte (1926) ; signe que les choses avaient changé. Lors du dépeçage de l'empire Ottoman, Mustafa Kemal qui s'opposait au diktat des Etats européens dans le partage du califat à l'agonie, renversa la situation par les armes et installa un Etat séculier calqué sur le modèle européen, condamnant tous les séparatistes à l'assimilation ou à la révolte (Kurdes et Arméniens, notamment).

Le désordre suscité par la 2<sup>o</sup> Guerre mondiale va stimuler les nationalistes et les marxistes dans des guerres de libération armées. Dans la guerre révolutionnaire, Mao reprend les méthodes de la guérilla (surprise, mobilité et harcèlement). C'est,

d'ailleurs, en s'inspirant de la doctrine militaire de Mao que le Viet-Minh infligera une lourde défaite aux forces coloniales françaises. La doctrine de Mao mêle aspects politiques et militaires. Il s'agit de mobiliser la population grâce à des cadres organisés en infrastructure politique clandestine ; transformer sa faiblesse en force par une guerre d'usure ; gagner à sa cause les prisonniers pour en faire des propagandistes ; user de tactiques défensives dans le cadre d'une stratégie offensive dont le but final est l'anéantissement de l'ennemi. La stratégie de Mao est de mettre une pression permanente sur l'ennemi afin de lui briser le moral par une alternance de guérilla et d'opérations militaires classiques. La guerre irrégulière ne se gagne pas sur un plan strictement militaire, mais par un contrôle administratif des populations. L'importance de l'idéologie pour mobiliser en masse et obtenir l'adhésion enthousiaste est un aspect fondamental de la politique maoïste.

Dans les colonies, l'opresseur va perdre sa légitimité en même temps que son prestige. Les colonisés, outre la connaissance acquise sur leurs maîtres, ont compris que ceux-ci étaient vulnérables ; battus par les japonais, puis battus en Indochine, etc. En 1948, après la défaite du nazisme, la Déclaration Universelle des droits de l'Homme est proclamée. Avec l'écrasement d'une idéologie fondée sur la supériorité d'une supposée « race germanique », qui encore aurait pu soutenir une supériorité raciale du colonisateur face aux populations des colonies ?

Après la défaite d'Indochine, l'état français tente de conserver son rang et ne cédera en Algérie qu'après un autre conflit meurtrier. Malgré une maîtrise militaire de la situation, le mythe de l'Algérie française, creuset d'un statut discriminatoire envers les autochtones, est rejeté par ces derniers qui manifestent en masse pour l'indépendance. La désaffection de la population signait une défaite politique de la France dont l'opinion publique était favorable à l'indépendance.

Entre-temps, les USA ont pris le relais au Viet-nam. La force du Viet-công résidait dans sa capacité à gagner l'adhésion de la population qui parti-

cipa à la logistique de guerre. Mais, plus encore, ce sont les erreurs commises par l'opresseur qui vont coûter cher. La mise en place de Diêm (un catholique) qui va s'aliéner la population va permettre au Viet-Công de se poser en défenseur et de justifier sa présence partout. L'augmentation du nombre de conseillers US, l'équipement de l'armée sud-vietnamienne et un déluge de feu et d'acier n'auront pas le dessus sur la volonté du Viet-Công et de la population. Les opérations coup de poing au coeur même du dispositif US mettront l'opinion publique US en effervescence rappelant les pertes nombreuses du contingent US et l'inutilité de cette guerre. En gagnant l'opinion publique, le Viet-công gagnait politiquement la guerre.

La leçon à tirer, dans ce type de conflits, c'est que la victoire tient plus à la motivation que procure une idéologie, c'est-à-dire au facteur moral, qu'au préjugé qui suppose que la technologie peut tout « résoudre ».

Nous pouvons ajouter, aussi, que rien ne peut se faire sans l'adhésion active de l'ensemble d'une population.

L'ouvrage de G. Chaliand aborde ensuite des conflits qui font l'actualité. La question palestinienne bien sûr, mais aussi, le rôle de l'Arabie soudite qui a profité pleinement de la crise pétrolière pour entreprendre une ré-islamisation militante des sociétés, la transformation de l'Iran en un Etat théocratique chiite (1979)... Sont abordés aussi les conséquences de l'entrée des troupes de l'Etat communiste russe en Afghanistan et le rôle de l'opinion publique dans l'échec de cette attaque. Viennent ensuite une analyse de la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe, des représailles qu'elle entraîne (comme le 11 septembre 2001) et du renforcement des néo-conservateurs (partisans d'une « guerre préventive » et du « Patriot Act »), la chute de Saddam, le recrutement par l'Etat US de véritables « armées privées », le scandale de Guantanamo,... la perte de crédibilité des Etats occidentaux dont les discours se révèlent aux yeux de tous n'être que des slogans vides de sens... et les mensonges constants des « alliés » à leur propres populations pour justifier leurs politiques désastreuses constituent autant de sujets de débat.

## REPLI IDENTITAIRE, LES CLICHES VOLENT EN ECLAT : NARCISSISME IDENTITAIRE ET DELIRE RELIGIEUX

Dans les milieux les plus médiatisés, ceux qui « donnent le ton » à la société parce qu'ils exercent une sorte de monopole de la parole, une sociologie de bazar, imprégnée d'un avatar du déterminisme marxiste et d'une bonne couche de post-modernisme s'est peu à peu imposée pour expliquer de façon exclusive des trajectoires individuelles.

Tout son raisonnement, dont les développements verbeux et les ratiocinations ne sont là que pour faire illusion, se résume en une vision simplifiée de l'être humain : l'individu n'existerait pas dans sa complexe unicité ; il ne relèverait que d'un destin catégoriel car il n'aurait pas la moindre parcelle de libre-arbitre.

A l'occasion de ce qu'il est convenu d'appeler la « radicalisation », terme ne signifiant absolument rien en soi, une multitude de discours reprenant cette ligne idéologique réductrice s'est déversée dans les médias, cherchant à induire une déformation massive du réel chez tous ceux qu'ils abreuvent. On ne manquera pas d'être troublé par le constat que cet illusionnisme, qui méprise tout ce que chaque personne peut avoir d'unique, est aussi la pierre angulaire du fait religieux.

Le repli communautaire, en particulier, nous est présenté comme une conséquence inévitable de « causes sociales ». Ainsi, dans un très mauvais texte, remis en ligne sur internet au lendemain des attentats de Bruxelles, peut-on lire : « Si ce repli existe bel et bien, ses causes sociales en font un phénomène qui n'a rien de spécifiquement 'communautaire', mais qui se révèle au contraire absolument universel : c'est le repli stratégique, le réflexe de survie naturel, normal, légitime, de toute personne subissant une violence et voulant s'en préserver. »<sup>1</sup>

Lorsque pour protester contre la condamnation de Rosa Parks – laquelle, le premier décembre 1955, en Alabama, en plein régime légal d'apartheid, avait fort justement refusé de laisser sa place dans un autobus à un passager blanc – un boycott de la com-

pagnie d'autobus s'organise dans toute la ville, dure 381 jours et s'élargit sur la création d'un large mouvement des droits civiques à l'échelle de tout un pays ; lorsque les lycéens de Soweto de 1976 meurent pour briser les limites de leur bantoustan ; lorsque les beurs de 1983 manifestaient pour le mélange... étaient-ils dans le repli communautaire ? Bien évidemment, non. Tout au contraire, tous étaient conscients de la nécessité d'une extension solidaire. Comme l'écrit « Jeune Afrique » à propos de Soweto, la lutte « s'étend à d'autres banlieues noires autour de Johannesburg et, très vite, à quasiment l'ensemble du pays. Fait significatif, des étudiants et élèves blancs manifestent à leur tour au centre de Johannesburg et expriment leur solidarité aux émeutiers de Soweto où les forces de sécurité continuent à faucher des vies. Le 21 juin on parle, officiellement, de 140 morts, dont deux blancs. »<sup>2</sup>

Affirmer que le repli que l'on observe de nos jours serait « naturel », « normal » et encore plus « universel » constitue donc une escroquerie historique, puisque l'histoire prouve que le choix inverse a souvent été fait.

Penser que le phénomène actuel du djihadisme est la conséquence inexorable de causes sociales est tout aussi faux. Deux enquêtes, rendues publiques en mars 2016, viennent encore démontrer ce que l'on savait déjà, à savoir qu'il n'existe pas de rapport absolu entre les « causes sociales » et l'adhésion au « radicalisme ». Les djihadistes et leurs recruteurs, montrent ces enquêtes, sont recrutés dans tous les milieux sociaux, on y trouve beaucoup d'individus qui ont intégré les couches moyennes, pas mal d'entre eux ayant fait des études supérieures. Certains sont même des cadres très supérieurs : ainsi trouve-t-on parmi les principaux recruteurs de djihadistes Aziz Zaghane, directeur marketing de Lee Hecht Harrison - filiale ibérique de la multinationale Adecco, un des leaders mondiaux dans son domaine. Fils d'un radiologue, fan de

hip-hop Aziz a fait ses études dans une école catholique et percevait un salaire annuel de 90 000 euros. Pas vraiment le portait d'un « désaffilié »....

Les causes sociales ne se situent donc qu'à un rang d'explication secondaire. C'est si vrai que les journalistes, habitués à diffuser le prêt-à-penser dominant imposé par la sociologie déterministe, s'en sont trouvés tout retournés dans leurs certitudes lorsqu'ils ont du commenter ces deux études. Ainsi, dans « Le Monde » on évoque, manifestement avec une pointe de regret, la faiblesse des « clichés » : « Les clichés auraient volontiers imaginé ces jeunes abîmés par le chômage, caïds infatigables, mais ils étaient vendeur, veilleur de nuit, employé de la sécurité sociale »... bref, ils étaient comme un peu tout le monde<sup>3</sup>.

Quant aux journalistes de « Libé », pourtant spécialistes des contorsions idéologiques post-modernes, ils ont cherché à dresser un « portrait robot »... mais ils n'y sont pas arrivés, et pour cause : « Les candidats français au djihad ont des parcours et des origines culturelles si hétérogènes qu'il est presque devenu impossible d'en dresser le portrait-robot. »<sup>4</sup>

Rendons justice aux journalistes : certainement sans le vouloir, en utilisant les expressions de « clichés » et « portrait-robot », ils ont parfaitement caractérisé le caractère réducteur de la sociologie déterministe. Un individu, quoi que nous en dise celle-ci, ne s'explique pas par un « cliché » ou un « portrait robot ».

### Il n'y a pas de lutte de classe dans la ceinture du kamikaze

Il y a donc, dans la sociologie déterministe, quelque chose de formidablement faux, c'est la négation de l'humanité de chacun au profit de son assignation à une catégorie et, il y a un résultat formidablement totalitaire, c'est que ces assignations épousent les contours les plus autoritaires du communautarisme national

ou religieux. Tout cela est produit au moyen d'une argumentation effroyablement falsificatrice qui, comme on l'a vu, nie la mémoire des luttes émancipatrices passées et impose une vision délirante du présent. Cela lui confère une aptitude certaine à servir de credo à tous les totalitarismes et c'est bien là, dans cette universalité politicienne, que s'explique le succès médiatique de sa diffusion.

Concernant la gauche et l'extrême gauche, c'est ce même type de mécanisme qui fut à l'œuvre pendant 70 ans pour cacher puis pour justifier les crimes du communisme lorsqu'il fut devenu impossible de les occulter. Ce mécanisme est maintenant à l'œuvre dans la volonté sournoise de faire entrer dans un cadre idéologique marxisant non seulement le repli communautaire mais également le djihadisme. C'est pourquoi les gauchistes affirment, contre toute vérité, que « le jeune djihadiste français est un 'désaffilié'. Entendons qu'il n'est pas intégré dans l'ordre social, voire qu'il en est exclu »<sup>5</sup>, ce qui leur permet, après avoir avancé l'imbécile idée d'une « islamisation de la radicalité » de faire entrer de force, au mépris des réalités, le djihadisme dans une espèce de lutte de classes qui, pour être dévoyée, serait quand même quelque part du côté du bien (celui des dominés / ex-colonisés / anti-impérialistes) contre celui du mal (celui des dominants / ex-colonisateurs / impérialistes).

### Freud, le narcissisme identitaire et le délire religieux

Cette dialectique intellectuelle misérable vient cacher deux notions clefs qui permettent de comprendre la situation : le narcissisme identitaire et le délire religieux.

On a reproché à Freud, qui a vécu la montée du nazisme, de n'avoir

pas produit d'ouvrage antifasciste, mais Freud, quand il écrit « Malaise dans la culture », fait mieux que ça : il produit une analyse de l'aliénation identitaire, une analyse valable pour n'importe quel groupe et pour n'importe quelle communauté, analyse qu'il y a tout lieu de relire aujourd'hui.

Pour Freud les différences de règles et de tabous entre communautés, si minimes soient-elles, confèrent deux avantages qui assurent la cohésion interne du groupe. Le premier est ce qu'il nomme de façon évocatrice le « narcissisme identitaire », le deuxième est celui de satisfaire les pulsions agressives. Le narcissisme identitaire est pour Freud une pulsion libidinale détournée quant à son but (ainsi, on emploie le mot d' « amour » pour dire qu'on apprécie son club de foot, sa région, son entreprise, sa patrie...). A des degrés variables, cet amour pour sa communauté induit la haine de ce qui lui est extérieur. Dans un blog du Monde un psy reprend cette idée : « A cet égard, l'idée de 'loups solitaires' n'est pas probante, l'adhésion à un groupe est nécessaire. C'est ce que la psychanalyse appelle le « contrat narcissique groupal »<sup>6</sup>.

Un film des années 70, « Lacombe Lucien »<sup>7</sup>, racontait la trajectoire brève et sanglante d'un jeune paysan sans aucune idée politique devenu collabo après le débarquement allié. Ce comportement improbable – mais qui a existé – ne trouve sa cohérence que dans ce « contrat narcissique ». On voyait donc le héros éponyme satisfaire à la fois son besoin de reconnaissance dans le milieu gestapiste et ses pulsions agressives, comme celle de se venger de son ancien maître d'école qui l'avait méprisé.

C'est parce que la religion, qui satisfait ce narcissisme identitaire, est à la fois aliénation communautaire et

délire collectif, qu'elle prend une dimension encore plus importante dans la société.

En 1927 dans « L'avenir d'une illusion » Freud pointe déjà que « la partie la plus importante de l'inventaire psychique d'une civilisation, ce sont ses idées religieuses ». Un peu plus tard, en 1930, dans « Malaise dans la civilisation » il reviendra longuement sur comment la religion porte préjudice à la liberté individuelle car « elle impose à tous de la même façon sa propre voie pour l'acquisition du bonheur et la protection contre la souffrance. Sa technique consiste à rabaisser la valeur de la vie et à déformer de façon délirante l'image du monde réel, ce qui présuppose l'intimidation de l'intelligence »

Intimidation de l'intelligence, négation de la valeur de la vie, déformation totale du réel,... voilà des clefs de lecture de la situation que « sociologues », journalistes et politiciens feraient bien de méditer.

<sup>1</sup>:<http://lmsi.net/Qui-a-peur-du-communautarisme>

<sup>2</sup>:<http://www.jeuneafrique.com/175602/politique/16-juin-1976-bain-de-sang-soweto/>

<sup>3</sup>:[http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/03/17/a-orleans-le-djihad-pour-tuer-l-ennui\\_4884442\\_1653578.html](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/03/17/a-orleans-le-djihad-pour-tuer-l-ennui_4884442_1653578.html)

<sup>4</sup>:[http://www.liberation.fr/france/2016/03/21/depuis-la-france-68-chemins-pour-le-jihad\\_1441133](http://www.liberation.fr/france/2016/03/21/depuis-la-france-68-chemins-pour-le-jihad_1441133)

<sup>5</sup>:<https://blogs.mediapart.fr/jam/blog/010415/reflexions-lacaniennes-sur-le-djihadisme>

<sup>6</sup>:<http://colblog.blog.lemonde.fr/2015/03/05/fethi-benslama-au-dela-du-terrorisme-le-daechisme/>

<sup>7</sup>:« Lacombe Lucien », film de Louis Malle, 1974.

---

## COURRIER DES LECTEURS

### La vie en entreprise du point de vue de l'ouvrier

J e travaille depuis 5 ans dans la même entreprise, comme ouvrier qualifié P3, ce qui sous-entend que j'ai un certain niveau dans mon mé-

tier, et de la « bouteille » comme on dit. J'ai, comme certains de mes collègues de mon niveau de qualification, un « savoir-faire », une certaine

compétence dans mon boulot, bref de la maîtrise.

Cela fait des années que nous constatons mes collègues et moi, et

dans différentes usines, que les cadres sup et les PDG, tentent de transformer notre métier en divisant les tâches, en nous cantonnant à une certaine opération, à nous transformer en « presseurs de bouton ». Ils ne disent plus ouvrier mais « opérateur » ; je pense que les mots ont leur importance, puisque nous voyons bien qu'il s'agit de nous ôter quelque part notre compétence dans le « savoir faire », et en fin de compte, d'être encore plus à leur merci, comme le sont les ouvriers OS, ou les intérimaires.

Cela fait environ 26 ans que je travaille dans l'industrie métallurgique ; j'ai pu constater aussi une perte de salaire : quand j'avais 25 ans je touchais un salaire en francs à peu près équivalent à ce que je touche maintenant en euros ; je pense avoir perdu de l'argent et j'ai l'impression de m'être fait voler par le patronat, les politiciens et leur politique économique dans laquelle seule la bourgeoisie trouve un intérêt.

En 26 ans de labeur, je peux vous dire que j'en ai avalé des couleuvres, et j'en ai vu de toutes les couleurs. Ou j'ai été sous les ordres d'imbéciles, cyniques, ou quasiment tout le temps il fallait surveiller sa fiche de paye pour contrôler ce qui nous aurait été éventuellement volé.

Il y a environ un an et demi, l'endroit où je bosse à décidé (sur un coup de tête ?) de déménager et de regrouper les différents sites de production, et évidemment et toujours dans ces cas-là, c'est les retrouvailles entre salariés les salutations avec les gens avec qui on a travaillé et qu'on n'a pas re-

vus depuis un bail, etc. Et c'est là que rentre en jeu l'infantilisation du monde de l'entreprise que j'ai évoquée plus haut. En effet, ayant revu un collègue que je n'avais pas vu depuis longtemps, et qui par ailleurs connaît mes convictions politiques, je décide d'aller le saluer, et de parler de la pluie et du beau temps ce qui n'a rien d'extraordinaire ni de très glorieux. A ce moment-là déboule son chef pour nous interdire de nous serrer la main, et qui ne trouve rien de mieux que de me parler, avec une arrogance et un mépris tels qu'il aurait mérité une paire de claques. Donc je lui explique la vie à ce monsieur, à ma manière, devant toute l'assistance. A partir de ce moment-là, le matin, à la machine à café, mes collègues qui sont sous les ordres de ce margoulin, viennent et me parlent de choses et d'autres, comme des trucs politiques, sociaux, de l'exploitation que nous vivons au quotidien...

Il à suffi qu'un seul bouchon saute pour que toutes les rancœurs s'expriment ouvertement, et continuent encore maintenant à s'exprimer devant la machine à café (qui est un instrument bien subversif !). Dernièrement, avec le projet de loi de Valls/Macron/Khomri, nous étions une trentaine sur 300 à manifester au mois de mars, ce qui est pas mal, car mes collègues qui ne sont pas (pas encore ?) des révolutionnaires, sont particulièrement en colère. On perçoit une colère sourde : on supporte l'arrogance de nos chefs au boulot et des politiques tout aussi arrogants, c'est fatigant d'être considéré comme de la

m....

J'ai dû moi-même me défendre dernièrement contre une tentative, de mise au placard de la part de mes supérieurs hiérarchiques, me reprochant d'avoir été absent au mois de mars sans justification, alors que j'étais en grève. J'ai dû utiliser les « armes » que j'avais pour pouvoir me défendre, et ils ont dû faire machine arrière. Là où je travaille, tout fonctionne au rapport de force, et mes collègues semblent avoir compris que si on ne montre pas ses dents de temps en temps, on est foutus.

Ce que je raconte dans ce texte, se passe toute l'année, dans des milliers d'entreprises du public ou du privé, où la propagande actuelle est à la valorisation de l'entreprise et du patron (qui prend forcément des risques, comme dit Macron), où l'homme est esclave de l'argent, où toute volonté de vivre dignement est méprisée et considérée comme ringarde, comme si un travailleur qui relève la tête est l'apothéose du rétrograde. Mais derrière cette propagande à la gloire de l'exploitation et de l'argent, relayée par tous les grands médias officiels, se cache une réalité beaucoup plus noire et dure que I-Télé ou BFM-TV se garderont bien de montrer dans leurs journaux. Ce qu'il faut bien se dire, c'est qu'à l'origine l'humanité avait créé la monnaie pour simplifier les échanges, pour que ces échanges soient au service de l'homme. A l'heure actuelle c'est le contraire : l'homme est devenu l'esclave de l'argent. Est-ce normal ? Je ne crois pas.

Thierry, Lyon

## Bienvenus au pays de l'absurde...

Faites le total des écrits, des délires, des fantasmes d'Alfred Jarry, Frantz Kafka et Georges Courteline et vous n'arriverez pas à la somme des inepties imposées aujourd'hui aux « étrangers » qui veulent rejoindre notre vieux pays. On savait nos lois inhumaines et cruelles, on connaissait les conditions d'« accueil » faites aux migrants, les barbelés et les camps, on découvre à présent les dispositions d'intégration » imposées à ceux qui

ont réussi à y entrer.

X., algérienne de 88 ans vient en France pour espérer finir ses jours auprès de son fils installé ici depuis de nombreuses années et de nationalité française. Au terme d'un âpre combat mené par un collectif informel d'amis et de relations, elle obtient un titre de séjour d'un an. Et c'est là que tout se complique, car il lui faut, malgré son âge, suivre le parcours habituel du demandeur d'asile.

Après une demi-journée passée auprès de l'OFII, la structure en charge de l'établissement du « contrat d'intégration » située dans la capitale régionale, donc assez loin de son lieu de résidence, elle est dirigée vers une officine missionnée pour évaluer sa connaissance de la langue de Molière -X. est analphabète, la France générale mais néanmoins coloniale ayant omis de la scolariser- puis elle se voit fermement invitée à suivre une

## 18 ●●●● COURRIER DES LECTEURS ●

journee de « formation civique » où sont présentés par un autre organisme (faut bien qu'ils vivent, tous ces budgétivores) nos grandes valeurs et le curieux fonctionnement de notre administration étatique. Un point positif néanmoins, ce jour-là le repas fut offert – la France c'est aussi sa gastronomie – même si ce fut dans un resto chinois...

Mais le plus délicieux est à venir. X. se voit contrainte, sous la menace

d'un non renouvellement de sa carte de séjour, d'assister à un « module » consacré à l'accès à l'emploi... -Rappel pour les distraits, X. a 88 ans !!! - et il est grand temps pour elle d'apprendre à rédiger un C.V.

Exploitée dès son enfance dans une ferme, au service d'une famille de blancs oublieux des lois sociales, traumatisée par une guerre coloniale meurtrière, traquée lors des années

noires du terrorisme, abandonnée par la bureaucratie algérienne, la chibania n'aurait donc aujourd'hui qu'à se plier aux injonctions paradoxales, aux dictats délirants d'un système à la dérive, ou bien à mourir sagement dans son coin, espérant seulement qu'on lui laisse un bout de terre où reposer loin de la folie des politiciens et des mercenaires collaborateurs toujours prêts à une servile obéissance...

---

---

### CET ARTICLE DEBUTE EN PAGE 20

---

---

n'aboutit pas, nous lancerons des actions concrètes explique la ligue des droits de l'homme (LDH) »2, sans compter la position du DAL... Mais pourquoi une telle obstination à vouloir demander un « relogement » pour des gens qui ne le demandent pas et s'estiment bien mieux logés que les centaines de SDF et de personnes vivant dans les taudis ? Notre réponse : pour noyer la ligne claire « Maintien dans les lieux » dans la confusion de celle d'un « Relogement digne », mot d'ordre qui sous-entend d'abord une « Expulsion proprement organisée ».

Cerise sur le gâteau, il y a eu un recensement fait, sur mission de la préfecture, par une autre association, France Horizon. D'autres associations sont apparues, la plupart fort ponctuellement.

Le 25 mai, jour de l'expulsion, un court reportage de FR3, fort intéressant à plusieurs points de vue (par exemple, parce qu'il montre le bon état des appartements) dévoile à ceux qui ne l'auraient pas compris le pot aux roses3. On y apprend que, depuis plusieurs mois, l'administration prépare l'expulsion et, selon les propres termes de la préfecture : « Nous avons essayé de tout dissiper notamment par le travail des associations, nous avons tout fait pour que la tension soit minimale ». Vous avez bien lu, l'expulsion a été préparée par « le travail » de certaines associations. On s'en doutait un peu...

La CNT-AIT quant à elle, pendant toute la durée du séjour aux Isards des Réfugiés Syriens, n'a comptabilisé personne, n'a dressé aucune

liste nominative (la solidarité concrète s'est parfaitement bien passé de tout ça) et, surtout, elle n'a rien « dissipé » du tout.

Ce mercredi 25 mai, c'est donc un nouveau drame qu'ont vécu les Syriens, prévenus la veille ou l'avant-veille qu'ils allaient être délogés, obligés de faire leurs cartons en vitesse. Ils seront conduits dans un gymnase pour être à nouveau recensés (une obsession). D'après les fameuses « associations », 91 personnes ont été réparties en CADA au moins sur trois lieux différents, deux à Toulouse (La Vache et les Pradettes, ce dernier quartier à l'opposé des Isards) un à Cahors, une trentaine d'autres personnes dans deux hôtels. Et d'autres encore par-ci par-là. Par exemple, une famille sans moyen de transport a été « dignement » relogée dans un village à une trentaine de km au sud-est de Toulouse, alors que ses enfants sont scolarisés dans la banlieue nord de la ville. Mais, ceux qui nous bassinent avec « la loi », « l'intégration » vont-ils se soucier du fait que l'année scolaire et l'intégration de quelques écoliers soient ainsi cassées ?

De plus tout cela est, bien entendu, provisoire. En particulier les séjours dans les hôtels – dont on peut être déménagé à tout instant (ce qui s'est déjà produit, en si peu de temps, pour les réfugiés des Isards, jetés d'un hôtel dans un autre). Pour ceux chez qui le mot « hôtel » serait synonyme de « vacances », rappelons que vivre dans des hôtels de base (ce ne sont pas des 4 étoiles qui ont été réquisitionnés !), dans une chambre par famille avec des enfants, pendant des mois et

des mois, c'est une vraie galère. Les CADA sont tout aussi instables ; on en est jeté dès que la question du droit d'asile est tranchée. De plus, ces « solutions » sont particulièrement coûteuses. Tout le monde peut évaluer, ne serait-ce qu'en gros, le coût des nuits d'hôtel. Et les CADA ne sont pas plus économiques. En fait, les fameuses CADA dans lesquelles les Syriens ont été transférés n'existaient pas. Elles ont été créées de toute pièce par la réquisition de locaux plus ou moins adaptés (bien entendu facturés au prix fort) et le recrutement d'un large personnel, bien entendu rémunéré, même si l'utilité réelle du dispositif reste à prouver4.

Bref, l'Etat a fabriqué du cher, du compliqué et de l'instable. C'est ainsi qu'il fonctionne, et quand les médias claironnent que l'Etat ou l'Europe a débloqué telle ou telle somme pour les réfugiés, il faut savoir que bien peu de cet argent arrive entre les mains de ceux-ci, car il s'est dilué entre toutes ces structures et associations subventionnées.

Et voilà, cet épisode de l'histoire est fini. Les Syriens des Isards étaient libres de leurs mouvements, n'ayant pas besoin de rendre des comptes à quelque directeur de CADA que ce soit. Ils commençaient à trouver une stabilité, loin de la guerre et des humiliations. L'Etat français vient, avec la complicité directe ou indirecte d'associations et de bénévoles naïfs ou cyniques, de reprendre les cartes en main.

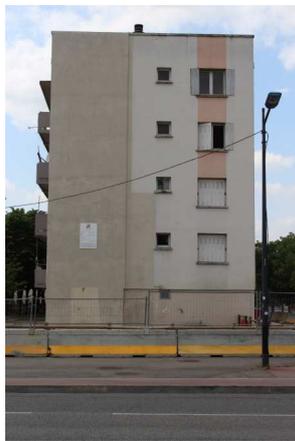
Reste la cinquantaine de réfugiés, peut-être les plus prudents, qui ont choisi de prendre la clef des champs...

## SUITE DE LA PAGE 20

événement clef : un appartement en parfait état va être libéré par une petite communauté religieuse. Nous avons vu précédemment qu'un appartement libéré (par une famille, convaincue par des « associatifs » quelconques de partir en CADA) avait été aussitôt détruit à coup de masse par la société HLM. Pas difficile de prévoir le sort réservé au nouvel appartement libéré. Problème : bien que tout le monde en ait été conscient, que nous ayons prévenu de cette manœuvre, bien que des militants du DAL, des Syriens et d'autres se soient engagés verbalement à venir ; il n'y eut ce jour là sur place que des militants CNT-AIT, et pas assez en nombre pour infléchir pacifiquement le processus. Les Syriens eux-mêmes sont restés confinés dans leurs appartements, comme s'ils avaient subi quelque « amicale pression » ou quelques conseils « judicieux ». Pour nous, cet événement est le point d'inflexion de la lutte et nous comprenons que la « bataille » pour conserver ce logement collectif est perdue à court terme.

Pour mémoire, en septembre, nous avons aidé les Syriens à demander eux-mêmes la scolarisation de leurs enfants. Ce qui sera obtenu, avec quelques jours de retard sur la rentrée. Mi-novembre, les réfugiés des Isards ont manifesté publiquement leur solidarité avec les victimes des attentats de Paris. Nous avons organisé, à leur demande et avec eux, ce moment de solidarité. Fidèles à notre ligne de conduite, même si nous étions seuls avec eux ce jour-là, il n'y a ni bannière de la CNT-AIT, ni autocollants, ni militants sur la photo de l'événement, photo qui a énormément circulé sur le net et même dans les médias du fait qu'il s'est agi d'une des rarissimes manifestations de ce type en France. Seule concession : à la demande des réfugiés, les deux avocats missionnés par la CNT-AIT figurent sur le cliché. Ce sont les deux seuls non-Syriens.

Toujours en novembre 2015,



nous lançons l'idée d'organiser des cours de langue française. Nous proposons aux bénévoles en contact avec nous (à la suite de la campagne « Du lait... » et de la défense du logement) de s'auto-organiser. C'est ce qu'ils font en constituant le groupe Rémisol (Réfugiés & migrants, solidarité). Problème : Rémisol ne trouve aucun local à proximité. Et là, nous voyons surgir CCPS - APESAR (Approche pluridisciplinaire ethno-psychologique des solliciteurs -sic-, d'asile, réfugiés et migrants). « Miracle », cette association dispose d'un local spacieux à quelques dizaines de mètres à peine du HLM des Syriens ; deuxième « miracle » elle se propose d'organiser des cours et, tant qu'à faire, se proclame coordinatrice des initiatives. Nous trouvons pour le moins curieux que des « spécialistes » de la demande d'asile, des réfugiés et migrants mettent plus d'un semestre à se rendre compte qu'ils en ont un groupe bien fourni sous leurs fenêtres... mais passons. Nous y organisons nos cours. Et, pendant que nous sommes les seuls à produire des documents spécifiques, bilingues, à raison d'une fiche par semaine, nous constatons dans les locaux des choses qui nous heurtent (comme des cours fermés aux femmes,...) et pas mal de confusion sur les objectifs.

Mais revenons à l'expulsion du bâtiment.

En s'auto-logeant dans un immeuble largement désaffecté, ces réfugiés avaient trouvé une solution qui leur convenait largement. Jamais nous ne les avons entendus demander un logement quelconque. En conséquence, pour la CNT-AIT, la ligne politique était simple et claire : maintien dans les lieux. Il fallait tout faire pour que cette solution perdure et s'inscrive dans la durée jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et éviter ainsi la succession de mesures

précaires qui vient de commencer. Dans le contexte international actuel, une mobilisation soutenue sur cet objectif pouvait maintenir l'acquis. Après tout, s'ils avaient tenu une bonne année, il était possible de tenir d'avantage... Et quant à la « loi » qu'on nous avance comme justificatif, ... on voit tant d'exceptions. D'ailleurs, la mobilisation de septembre autour d'eux avait conduit la préfecture elle-même à faire quelques entorses au règlement...

Ajoutons que cette solution était très peu coûteuse pour la collectivité : les appartements étaient vides et destinés à le rester. Depuis plusieurs mois ou années ils ne rapportaient rien aux HLM. L'occupation n'entraînait donc aucune « perte » supplémentaire pour le bailleur et ne coûtait rien à l'Etat. Le lieu était très pratique : de grandes familles à la méditerranéenne pouvaient s'y loger, facilitant la survie des uns et des autres. Il était autogéré : des familles arrivaient et quelques une sont parties librement pour rejoindre ailleurs d'autres personnes de leur famille ou tout simplement pour poursuivre leur route vers l'Allemagne. Il offrait des possibilités de stabilité à des gens qui en ont un besoin indispensable pour se reconstruire après avoir été en marche pendant des années. L'environnement était plutôt favorable (multiples possibilités de scolarisation, métro à proximité...).

Bon marché, pratique, autogéré... cela ne pouvait pas, bien sûr, convenir à l'administration. Ni à certaines associations. Aussi avons-nous vu rapidement fleurir diverses prises de position, telles que « NON à l'expulsion et OUI à un relogement en foyer d'accueil en familles à Toulouse ...[faite] au nom de bénévoles citoyens et d'associations autour du réseau APESAR »<sup>1</sup>, ou « Nous militons avant tout pour que les Syriens des Isards soient relogés rapidement dans des conditions décentes et idéalement dans la région. Nous avons lancé une lettre ouverte pour interpeller le Ministère du Logement et la préfecture de Haute-Garonne. Si cela

SUITE PAGE 18

## POURQUOI FAIRE SIMPLE, BON MARCHÉ & STABLE QUAND ON PEUT FAIRE COMPLIQUÉ, CHER ET PRÉCAIRE ?

Ce mercredi 25 mai 2016, 121 Syriens ont été expulsés de l'immeuble place des Faons, quartier des Isards, dans lequel ils vivaient depuis plus d'un an. 170 Syriens, dont certains bébés nés ici, avaient été recensés un mois auparavant par des associations qui collaborent avec la préfecture. Une cinquantaine de personnes auraient donc disparu de la circulation.

Depuis des mois nous avons bien vu que des manigances se tramaient autour de ces réfugiés, enrobées dans un affichage mielleux de « bonnes volontés ».

Mais reprenons chronologiquement.

A la suite d'un article dans la presse locale, nous apprenons, en août 2015, que des réfugiés Syriens se sont auto-logés depuis mars/avril dans un HLM promis à la destruction du quartier des Isards (Toulouse) et qu'ils y survivent dans des conditions misérables. En particulier, leurs besoins alimentaires ne sont pas couverts. Nous nous mettons à leur recherche et, rapidement,

nous avons plusieurs échanges avec eux (dont un dans notre local afin qu'ils comprennent au mieux qui nous sommes). Nous décidons de leur apporter notre soutien, à la fois en tant qu'humains mais aussi pour poser un acte politique. C'est une façon, « dans les faits », de protester contre les massacres qui se perpétuent en Syrie, contre les noyades de milliers d'Africains en Méditerranée, contre les camps de la honte qui se multiplient en Europe, c'est une façon de dénoncer l'incurie criminelle des Etats dits démocratiques. Il n'y a aucun « libertaire », « anarchiste » ou quoi que ce soit de semblable dans ce groupe de Syriens musulmans pratiquants – et il nous semble que ce n'est pas de si tôt qu'il y en aura... – aussi décidons-nous d'agir dans une relative discrétion, de façon à ce qu'ils ne soient pas « étiquetés »

sous notre label, ce qui donnerait une image fautive de la situation et pourrait leur être nuisible.

Pour commencer, nous faisons le tour des associations type Croix-Rouge, Secours Populaire, Secours Catholique, Restos du cœur... échec. Comprenant que les institutions et les grandes associations ne vont pas se bouger comme ça, fin août nous lançons la campagne « Du lait pour les enfants Syriens ». Le succès dépasse nos espérances. Il y a un courant de sympathie dans la population qui



L'immeuble occupé par les réfugiés syriens est désormais muré et grillagé en attendant sa prochaine démolition ...

maintenant les positions acquises. Nous missionnons donc deux avocats rompus aux procédures. Et là, surprise, nous voyons le DAL arriver. Leur avocat a une paire de dossiers tout au plus, les deux avocats mobilisés par la CNT-AIT tous les autres dossiers. Mais le DAL occupera la scène médiatique. Il parlera dans les médias « d'insalubrité » de relogement et de CADA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile)... C'est le discours du bailleur (qui met en avant une prétendue insalubrité) et de la préfecture (qui n'a d'yeux que pour les CADA). L'avocat du DAL fera même entrer la préfecture dans le procès en citant l'Etat à comparaître, alors que personne d'autre ne le demande, puisque, juridiquement parlant, il s'agit d'un conflit privé entre les HLM et des particuliers. Bref, c'est tout l'inverse de notre discours : nous sommes en mesure de démontrer, en les faisant visiter et en nous appuyant même sur le gros rapport technique concernant

l'électricité établi par le bailleur, que la plupart des appartements sont sains et que de modestes modifications électriques mettraient en conformité les autres. Nous voyons la position du DAL comme une sorte de « préparation du terrain ». De plus, nous constatons que, dans des manifestations type « Réfugiés, welcome », des Syriens des Isards, seront promenés, enfants et adultes, estampillés de l'autocollant du DAL... alors que nous savons combien les enjeux des différentes associations leur sont peu compréhensibles. Enfin, des rencontres avec les futurs expulseurs seront organisées... Tout est bon pour se donner de l'importance et noyer le poisson.

Mi-décembre se produit un

produit un

SUITE PAGE 19